

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

Document n°7

**CADRE BUDGETAIRE A MOYEN
TERME 2019 - 2021**

Kinshasa, Octobre 2018

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES	ii
RESUME ANALYTIQUE.....	1
INTRODUCTION	2
I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME	3
1.1 Perspectives internationales.....	3
1.2 Perspectives nationales.....	4
II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES.....	6
2.1 Politique budgétaire	6
2.1.1 En matière de dépenses.....	6
2.1.2 En matière de recettes.....	6
2.2 Principales stratégies sectorielles.....	8
III. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2019-2021	20
3.1 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES.....	20
3.1.1 Evolution des dépenses du pouvoir central	21
3.1.2 Evolution des dépenses des Provinces	22
3.1.3 Evolution des dépenses des ETD.....	23
3.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES	23
3.2.1. Evolution des recettes du Pouvoir central	24
3.2.2 Evolution des recettes des Provinces	25
3.2.3 Trajectoire des recettes des ETD	25
3.3 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL 2019-2021.....	26
IV. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT	27
V. RISQUES ET CONTRAINTES	28
CONCLUSION	29

LISTE DES ACRONYMES

CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
DSCR	: Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
EPSP	: Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FC	: Franc Congolais
LOFIP	: Loi relative aux Finances Publiques
PBAG	: Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNSD	: Plan National Stratégique de Développement
RDC	: République Démocratique du Congo
USD	: United State Dollars
ODD	: Objectifs du Développement Durable

RESUME ANALYTIQUE

Le présent CBMT présente l'évolution prévisionnelle de dépenses et de recettes du pouvoir Central, des provinces et des ETD, du solde qui s'en dégage ainsi que l'évolution de l'endettement pour la période 2019-2021 dont les grandes lignes se déclinent comme suit :

Niveau de pouvoir	2019	2020	2021
Pouvoir central			
Dépenses	10 352 319 780 053	11 505 297 498 185	12 280 824 138 809
Recettes	10 352 319 780 053	10 558 292 974 337	11 311 050 161 615
Solde	0	- 947 004 523 848	- 969 773 977 193
Endettement	0	947 004 523 848	969 773 977 193
Provinces			
Dépenses	2 459 567 418 057	2 629 277 569 903	2 810 697 722 226
Recettes	2 459 567 418 057	2 629 277 569 903	2 810 697 722 226
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0
ETD			
Dépenses	96 609 997 550	103 276 087 381	110 402 137 411
Recettes	96 609 997 550	103 276 087 381	110 402 137 411
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0
TOTAL			
Dépenses	12 908 497 195 661	14 237 851 155 469	15 201 923 998 446
Recettes	12 908 497 195 660	13 290 846 631 621	14 232 150 021 252
Solde	0	- 947 004 523 848	- 969 773 977 194
Endettement	0	947 004 523 848	969 773 977 194

INTRODUCTION

Conformément à la LOFIP, la politique budgétaire est encadrée par le Cadre Budgétaire à Moyen Terme qui présente une prévision de l'évolution de l'ensemble des dépenses et des recettes du pouvoir central, des provinces et des Entités Territoriales Décentralisées (ETD), du solde qui s'en dégage ainsi que celle de l'évolution de l'endettement.

Le CBMT constitue donc un document de base duquel découlent les projections budgétaires annuelles. Les tranches annuelles des dépenses y figurant découlent du CDMT avec lequel il maintient un lien étroit.

Pour la période 2019-2021, le CBMT a bénéficié des conclusions du Séminaire d'orientation budgétaire tenu en juin 2018, en termes des politiques publiques prioritaires, des pistes de mobilisation des recettes et de financement des gaps. Ce séminaire a connu la participation de toutes les parties prenantes, à savoir les partenaires au développement, les organisations de la société civile, les parlementaires membres des commissions ECOFIN des 2 chambres du parlement et les experts du Gouvernement.

Par ailleurs, le présent CBMT se fonde sur les indicateurs du cadre macro-économique révisé en août 2018. Il est transmis au parlement dans le cadre de l'examen et du vote du projet de loi de finances 2019, en vertu de l'article 13 de la LOFIP.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce document est structuré en quatre points. Le premier présente les perspectives économiques internationales et nationales à moyen terme. La politique budgétaire et les principales stratégies sectorielles retenues sont déclinés au deuxième point, le troisième et quatrième décrivant respectivement la programmation budgétaire 2019-2021 et les différents risques liés à sa mise en œuvre.

I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME

Ce point donne un aperçu des perspectives économiques internationales et nationales dont est tributaire la programmation budgétaire 2019-2021.

1.1 Perspectives internationales

Après un niveau de **3,8%** en 2017, la croissance de l'économie mondiale projetée par le FMI devrait atteindre **3,9%** en 2018 et en 2019. Cette évolution est imputable principalement à des conditions financières favorables et à la croissance vigoureuse de la demande intérieure, notamment l'investissement. Cependant, au-delà de 2019¹, cette dynamique positive devrait connaître un ralentissement pour tomber aux environs de **3,7%**, du fait que bon nombre de pays pourraient être confrontés à des perspectives difficiles.

Dans les pays avancés, la croissance devrait s'affaiblir par rapport à son niveau de 2018 de **2,4%** pour se situer à **2,2%** en 2019 et à **1,5%** à moyen terme². Cette baisse devrait résulter :

- du durcissement des conditions financières imputables à la réduction des écarts de production et à la normalisation des politiques monétaires ;
- de la perspective de ralentissement de la réforme fiscal américaine à partir de 2020 ;
- de la reprise attendue de la transition de l'économie chinoise vers une croissance plus faible.

Dans les pays émergents et en développement, la sortie de récession de la Russie et du Brésil couplée à une activité économique dynamique en Inde devrait permettre une reprise de l'économie avec une croissance de **5,1%** en 2019 contre **4,9%** attendue en 2018. A moyen terme³, la croissance devrait s'accélérer dans la majorité de ces pays, mais le ralentissement de l'économie chinoise la limiterait à **5%**.

¹FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Washington DC, avril 2018, p. 14.

²FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Washington DC, avril 2018, p. 14.

³FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Washington DC, avril 2018, p.17.

En Afrique Subsaharienne, les perspectives de croissance économique demeurent favorables. De **3,4%** en 2018, la croissance atteindrait **3,8%** en 2019 grâce principalement à une bonne tenue des cours des matières premières pour la plupart des pays exportateurs des produits de base. Cette tendance devrait se maintenir à moyen à terme.

1.2 Perspectives nationales

Les perspectives nationales s'inscrivent dans la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement visant à booster la croissance et la rendre inclusive, créer des emplois et accélérer l'atteinte des Objectifs de Développement Durable afin de hisser la RDC au statut des pays à revenu intermédiaire en 2030 et des pays émergents à l'horizon 2040.

A cet effet, le tableau 1 ci-dessous renseigne qu'au cours de la période en perspective, la RDC devrait connaître un relèvement de sa croissance économique par rapport à celle réalisée en 2017 et aux estimations de 2018. Elle se situerait à **5,6%** en 2019, **6,5%** en 2020 et à **7,7%** en 2021, soit une moyenne de **6,6 %** l'an.

Il est attendu au cours des trois prochaines années une décélération du rythme de formation des prix, grâce aux politiques envisagées par le Gouvernement et la Banque centrale. Le taux d'inflation moyen devrait baisser de **3,1** points de pourcentage en moyenne entre 2019 et 2021. Par ailleurs, il se situerait à **9,2%** en moyenne sur la période, contre **34,2%** estimé en 2018 et **39,2%** en 2017.

En ce qui concerne le taux de change, l'objectif du Gouvernement consistera à consolider la stabilité de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. A cet effet, la variation moyenne annuelle du taux de change devrait se situer à **3,1%** l'an entre 2019 et 2021, contre **9,2%** l'an entre 2017 et 2019.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques 2019-2021

Indicateurs	2017	2018	2019	2020	2021
	Réal.	Est.		Proj.	
Croissance PIB (%)	3,7	4,2	5,6	6,5	7,7
Taux d'inflation fin période (%)	54,7	13,6	11,2	7,0	5,5
Taux d'inflation moyen (%)	39,2	34,2	12,4	9,1	6,3
Taux de change fin période (FC/Usd)	1 592,2	1 705,3	1 790,3	1 844,0	1 871,6
Taux de change moyen (FC/Usd)	1 465,9	1 648,6	1 747,8	1 817,1	1 857,8
Déflateur PIB	4,9	6,5	7,2	7,7	8,2
Variation du déflateur (%)	43,1	34,6	9,8	8,1	6,7
PIB réel (en milliards)	11 461,6	11 947,8	12 613,7	13 429,9	14 462,4
PIB nominal (en milliards)	55 675,3	82 511,9	96 687,8	111 603,8	128 421,8
Pression fiscale (%)	8,2	8,5	10,5	11,3	12,6

Source : Note de cadrage, Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique, août 2018

II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES

Ce chapitre présente la politique budgétaire et les actions envisagées au cours de la période 2019-2021 dans le cadre des politiques sectorielles.

Les actions des politiques sectorielles prises en compte dans le CBMT 2019-2021 s'inscrivent dans la poursuite des objectifs définis dans le Programme d'actions du Gouvernement et le Plan National Stratégique de Développement. Ces actions ont été mises à jour à l'issue des travaux du Séminaire d'Orientation Budgétaire tenus en juin 2018.

2.1 Politique budgétaire

2.1.1 *En matière de dépenses*

Les priorités du Gouvernement pour la période 2019-2021 sont traduites à travers les dépenses liées notamment :

- au processus électoral ;
- aux investissements dans les secteurs porteurs de croissance, notamment l'Energie et l'Agriculture, pour une diversification de l'économie;
- à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat ;
- au remboursement de la dette publique ;
- à la poursuite de la mise en œuvre des réformes engagées, concernant notamment celles de l'Administration (rajeunissement, installation effective des structures à compétence transversale, maîtrise des effectifs et de la masse salariale) et celle liée au basculement au budget-programme.

Par ailleurs, le Gouvernement s'efforcera d'éviter le déficit budgétaire afin de ne pas recourir aux avances de la Banque centrale du Congo. De ce fait, il entend maintenir une discipline budgétaire à travers une gestion sur base caisse. Ce qui implique l'effort de mobilisation de recettes et l'exécution de dépenses à concurrence de leurs prévisions.

2.1.2 En matière de recettes

Au cours de la période 2019-2021, la mobilisation accrue des recettes nécessaires au financement des politiques publiques retenues par le Gouvernement devrait être tributaire notamment de (i) l'application du code minier révisé, (ii) la poursuite de la réforme fiscale, (iii) l'amélioration du climat des affaires et (iv) l'emprunt sur les marchés financiers national et international.

En effet, l'application du code minier permettra de relever le niveau des recettes courantes, au travers notamment des redevances minières et des droits de douanes sur les produits pétroliers.

Dans le cadre de la poursuite de la réforme fiscale, il est postulé principalement :

- l'élargissement de l'assiette fiscale et l'allègement de la législation fiscale ;
- la généralisation du paiement de l'IPR aux membres des institutions politiques, aux engagés locaux des missions diplomatiques et des organismes internationaux;
- l'effectivité des caisses enregistreuses qui devront améliorer le recouvrement de la TVA ;
- la mise à jour du tarif des droits et taxes à l'importation en vue de l'adapter aux modifications apportées par le nouveau code des accises ;
- l'informatisation des procédures en matière d'accises (dématérialisation des déclarations fiscales relatives aux accises et des paiements y relatifs) ;
- l'actualisation des arrêtés interministériels portant fixation des taux des droits, taxes et redevances du Pouvoir central à percevoir à l'initiative des ministères.

Les efforts pour éradiquer la fraude et améliorer le management des Administrations financières devront être maintenus. Aussi, dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires, le Gouvernement entend poursuivre les actions visant à lutter contre les tracasseries administratives et fiscales. Dans le même ordre d'idées, il veillera au strict respect du décret limitant le nombre de services opérant aux frontières.

Dans le cadre du recours à l'emprunt nécessaire au financement de l'ensemble des politiques envisagées, le Gouvernement entend émettre les bons et obligations du trésor sur le marché. Par ailleurs, il compte renforcer la coopération financière avec les partenaires bi et multilatéraux pour obtenir des prêts à des conditions concessionnelles.

Sur la période sous examen, le Gouvernement attend des dons des partenaires multilatéraux, notamment le Fonds IDA et la BAD.

2.2 Principales stratégies sectorielles

Les politiques publiques retenues couvrent essentiellement les opérations électorales, les secteurs prioritaires, les autres secteurs de la vie nationale et certains services spécialisés. Il s'agit notamment de l'Agriculture, des Mines, du Développement Rural, des Infrastructures et Travaux publics, de la Santé, de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, de l'Energie, des Transports, des Affaires étrangères, de la Justice et Pouvoir judiciaire, de la Défense, de la Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat, de la Fonction publique, de l'Industrie, du Tourisme, des Affaires sociales, de la Police, de la Direction Générale de Migration et de l'Agence Nationale de Renseignements.

2.2.1 Opérations électorales

Conformément au calendrier électoral, le Gouvernement entend allouer les crédits nécessaires à la poursuite des opérations y relatives qui devront s'étendre jusqu'en 2020.

Il s'agira spécifiquement, pour 2019, de financer les élections des Sénateurs, Gouverneurs et Vice-gouverneurs, des Conseillers urbains, communaux et des secteurs ainsi que celles de Bourgmestres et des Chefs de Secteurs. Pour 2020, les crédits y relatifs devront concerner les élections des maires et de leurs adjoints.

2.2.2 Agriculture

Dans le secteur de l'Agriculture, le Gouvernement entend améliorer la productivité afin d'accroître la production et permettre ainsi au secteur de contribuer efficacement à la diversification de l'économie et à la création d'emplois.

A cet effet, pour la période 2019-2021, le Gouvernement compte poursuivre la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole et focaliser ses efforts sur:

- la poursuite de la création des centres de développement intégré et des parcs agro-industriels, par le développement du partenariat public-privé;
- la réduction de la vulnérabilité du secteur et la finalisation de l'architecture institutionnelle des parcs agro-industriels ;
- la poursuite des projets de réhabilitation et de modernisation des réseaux routier et ferroviaire, en mettant un accent particulier sur les routes de desserte agricole ;
- l'adoption de la loi agricole revisitée ;
- l'augmentation de la production des cultures vivrières et maraichères telles que le manioc, le maïs, le riz, la pomme de terre et les haricots par l'organisation des campagnes agricoles ;
- la relance de la production des cultures pérennes (cacaoyer, palmier à huile, caféier, etc...).

2.2.3 Mines

La politique gouvernementale consiste à rendre ce secteur plus compétitif. Pour la période 2019-2021, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des actions retenues dans la stratégie du secteur et axées sur les priorités ci-après:

1. le renforcement des capacités institutionnelles ;
2. l'intensification des recherches géologiques et minières ;
3. l'amélioration du climat des affaires pour attirer les investisseurs miniers ;
4. la promotion d'une industrie minière favorable au développement durable.

2.2.4 Développement rural

Pour la période de 2019 à 2021, dans le secteur du Développement rural, le Gouvernement entend assurer l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures socio-économiques rurales et périurbaines, en vue d'accroître le taux d'accès à l'eau potable, la desserte en électricité ainsi que l'accès des paysans aux marchés.

L'atteinte de cet objectif passe par:

- la réhabilitation et l'entretien des routes de desserte agricole;
- le renforcement des capacités institutionnelles;
- l'accompagnement durable des paysans, notamment les jeunes vivant en milieu rural, par la promotion de l'entrepreneuriat, l'appui à la production rurale, le forage des puits d'eau, la vulgarisation de l'énergie de biomasse ainsi que par l'appui à l'implantation des briqueteries et tuileries dans les ETD ;
- la promotion d'un modèle de développement durable centré sur les ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique.

2.2.5 Infrastructures

La réhabilitation des réseaux routiers, ferroviaires, maritimes et aériens est un objectif de premier rang pour le Gouvernement en vue de désenclaver le pays et promouvoir la circulation des personnes et de leurs biens ainsi que la création de richesses.

Pour la période sous examen, la politique du secteur consistera à la mise en œuvre des actions suivantes :

- la réhabilitation d'anciennes routes bitumées et en terre;
- la construction de nouvelles routes ;
- la réparation des ouvrages connexes ;
- la réouverture du réseau en terre en vue du rétablissement du trafic ;
- la modernisation des voiries urbaines;
- l'aménagement ou la réhabilitation des traversées des villes;
- la lutte contre les érosions.

2.2.6 Santé

La stratégie dans le secteur de la santé vise l'amélioration de l'offre et l'accès aux soins de santé de qualité par l'ensemble de la population, la lutte contre le VIH sida et les grandes endémies et épidémies ainsi que le renforcement des actions nutritionnelles dans les politiques et programmes de santé publique.

Pour la période 2019-2021, les actions à mener se focaliseront sur:

- le renforcement des capacités des équipes d'intervention rapide et l'acquisition et le pré-positionnement des kits d'urgence dans les 26 provinces;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des hôpitaux généraux de référence et des centres de santé;
- le renforcement de la filière accoucheuse pour réduire la mortalité maternelle et néonatale ;
- l'approvisionnement en médicaments génériques essentiels dans les différentes zones de santé.

2.2.7 Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP)

Le Plan Intérimaire de l'Education (PIE) retient comme axes prioritaires l'amélioration de l'accès à l'éducation, l'équité et la rétention scolaire, l'amélioration de la qualité et la pertinence de l'enseignement, le renforcement de la gouvernance du système éducatif et la gratuité de l'enseignement.

Pour la période 2019-2021, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre des actions suivantes :

- la distribution des manuels scolaires et des matériels didactiques dans toutes les écoles ;
- l'appui à la scolarisation des filles et des enfants vulnérables, particulièrement ceux victimes des conflits, notamment dans la Province du Kasai ;
- la réhabilitation des infrastructures scolaires existantes ;
- la construction des écoles dans les zones non couvertes (milieu rural, zones périurbaines) ;
- la création des cantines scolaires pour les écoles primaires ;
- la construction des latrines et des points d'eau.

2.2.8 Energie

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'énergie vise à améliorer l'accès de la population à l'électricité et à l'eau potable, particulièrement en faveur du milieu rural.

Pour la période 2019-2021, le Gouvernement entend mener des actions suivantes :

1) **sous-secteur de l'électricité :**

- *la réforme du cadre institutionnel par l'application de la loi sur l'électricité pour favoriser le lancement des projets de construction ou de modernisation des mini-centrales hydro-électriques ;*
- *le développement des unités de production de l'énergie électrique, des réseaux de transport et de distribution ;*
- *le développement des programmes spécifiques aux énergies renouvelables en vue de l'intensification de la desserte en énergie électrique particulièrement en milieu rural.*

2) **sous-secteur de l'eau :**

- *le développement des infrastructures et des centres de production d'eau ;*
- *le développement des installations de transport et de distribution de l'eau potable dans toutes les agglomérations urbaines.*

2.2.9 Transports

Dans le secteur des Transports, le Gouvernement entend poursuivre, au cours de la période 2019-2021, les actions en cours et en entamer de nouvelles dans une approche multimodale. Il s'agit de :

- 1) **Secteur routier :** l'acquisition des permis de conduire biométriques, de bus pour appuyer le programme « esprit de vie » et pour le déploiement de « Transco » à l'intérieur du pays et l'étude de faisabilité de construction des gares routières dans la ville province de Kinshasa.
- 2) **Secteur ferroviaire :** la réhabilitation de la voie ferrée Kolwezi-Dilolo, l'acquisition des équipements roulants et des voitures voyageurs pour la SNCC ainsi que la construction et l'exploitation du réseau Tramway de Kinshasa.
- 3) **Secteur aérien :** la réhabilitation des pistes de Ndjili, Loano, Bangboka et de Goma, la réhabilitation des aéroports, des aéroports secondaires et aérodromes et l'acquisition des aéronefs pour la compagnie nationale Congo Airways.

- 4) **Secteur fluvial et lacustre** : la réhabilitation des infrastructures portuaires et des bateaux ITB Kokolo et MB Gungu, le balisage du fleuve Congo et de la rivière Kasai, l'appui à l'hydrographie et l'hydrologie, l'acquisition des dragues multifonction, la réhabilitation des baliseurs Kauka et Kinshasa, l'étude de réhabilitation de balisage sur le Lualaba par la RVF, la création de la croisière du fleuve Congo (taxis fluviaux Kinshasa-Maluku).
- 5) **Secteur maritime** : le balisage du chenal du bief maritime et l'acquisition de navires, de conteneurs, de docks flottants et de transbordeurs.

2.2.10 Affaires étrangères

Pour la période 2019-2021, la politique extérieure du Gouvernement s'articulera autour des trois axes ci-après :

- le renforcement des capacités institutionnelles du secteur ;
- l'amélioration de la gouvernance diplomatique ;
- la promotion de la coopération et du partenariat.

2.2.11 Justice et pouvoir judiciaire

Dans le secteur de la Justice, le Gouvernement entend poursuivre son objectif de garantir l'accès à la justice pour tous et les droits et libertés fondamentaux des citoyens. Ainsi, les principales actions à mener au cours de la période 2019-2021 consisteront à :

- la poursuite de la construction des tribunaux de paix en provinces ;
- la poursuite de l'installation des guichets uniques de création d'entreprises en provinces ;
- la construction du palais de justice de Kalemie au Tanganyika ;
- la réhabilitation des prisons centrales de Makala à Kinshasa et de Mbuji-Mayi au Kasaï oriental ainsi que des prisons secondaires de Mbandaka, d'Osio, de Boende, de Mwene-ditu, de Ngandajika, d'Isiro, de Bumba et de Lisala.

2.2.12 Défense

La stratégie du secteur de la Défense porte sur la formation et l'entraînement, les équipements, les matériels et la maintenance ainsi que sur les infrastructures, les opérations et la gestion des ressources humaines.

Les actions à mener pour la période 2019-2021 s'inscrivent dans la poursuite de la mise en œuvre de celles déjà amorcées. Il s'agit de :

- la formation, la spécialisation, le perfectionnement des officiers subalternes et supérieurs, les formations spécifiques des FARDC au pays et à l'étranger ;

- l'acquisition d'équipements et matériels militaires ;
- le recrutement et le dégagement des hommes de rang et des candidats sous-officiers ;
- la réhabilitation des infrastructures (centres d'instruction et d'entraînement, écoles et site Afridex).

2.2.13 Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Pour la période 2019-2021, le secteur de la FPMA envisage la poursuite de la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- la construction, la réhabilitation et l'équipement des centres de formation professionnelle, métiers et artisanat et des centres d'application ;
- la création des centres de formation pour les apprenants et de reconversion pour les diplômés ;
- l'identification et l'encadrement des artisans.

2.2.14 Fonction publique

Pour la période 2019-2021, le Gouvernement entend poursuivre la réforme de l'administration publique qui vise :

- la modernisation des services publics ;
- la mise à la retraite et le rajeunissement du personnel de l'Etat ;
- la mécanisation des non payés et de nouvelles unités ;
- la bancarisation de la paie des fonctionnaires de l'Etat ;
- l'installation des structures administratives à compétence transversale.

2.2.15 Industrie

Pour la période 2019-2021, la stratégie du secteur portera sur les axes suivants :

- le développement des infrastructures à même de soutenir l'industrialisation du pays ;
- l'aménagement des espaces industriels ;
- la diversification de la gamme des produits offerts et la pénétration du marché extérieur ;

- l'élargissement de la chaîne de transformation locale des matières premières.

2.2.16 Tourisme

Pour la période 2019-2021, la stratégie du secteur du Tourisme se focalisera sur les axes suivants :

- l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance du secteur ;
- le développement du commerce touristique, du partenariat et de la coopération des pools touristiques ;
- l'amélioration de la contribution du secteur à la croissance économique ;
- le développement des outils de contrôle de l'impact du secteur sur le développement durable ;
- la mise en place des politiques de lutte contre le changement climatique dans le secteur touristique.

2.2.17 Affaires sociales

Pour la période 2019-2021, dans le secteur des Affaires Sociales, la politique du Gouvernement vise l'amélioration de la coordination et de la gouvernance de la protection sociale.

A cet effet, les principales actions suivantes sont envisagées :

- la réhabilitation et l'équipement des centres d'actions sociales ;
- l'amélioration du statut des femmes victimes des violences sexuelles ;
- la construction des logements sociaux dans les Provinces de la Tshuapa, de la Mongala, du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi.

2.2.18 Police

Pour la période 2019-2021, l'action du Gouvernement dans ce secteur vise principalement la poursuite des efforts de sécurisation des personnes et de leurs biens, notamment par la lutte contre la délinquance juvénile et la criminalité, particulièrement en milieux urbains.

Les actions à mener seront axées sur :

- l'équipement de la Police et le renforcement de la qualité de ses prestations ;
- la réhabilitation des infrastructures administratives centrales et provinciales ;
- la poursuite de l'extension de la police de proximité sur l'ensemble du territoire national ;
- la poursuite de la réforme de la Police nationale ;
- le recrutement et la formation des policiers ;
- le dégagement des policiers éligibles à la retraite.

2.2.19 Direction Générale de Migration (DGM)

Pour la période de 2019-2021, ce service entend mener les principales actions suivantes :

- la construction des bâtiments devant abriter les directions provinciales dans les nouvelles provinces issues du démembrement ;
- la construction des postes et centres de transit ;
- le renforcement opérationnel du service.

2.2.20 Agence Nationale des Renseignements (ANR)

Pour la période 2019-2021, l'ANR entend mener les principales actions suivantes :

- le recrutement de nouvelles unités pour une meilleure couverture opérationnelle du pays, suite au démembrement d'anciennes provinces ;
- le renforcement opérationnel du service ;

- l'implantation d'antennes et la réhabilitation d'édifices ;
- l'acquisition de matériels roulants et d'équipements de communication.

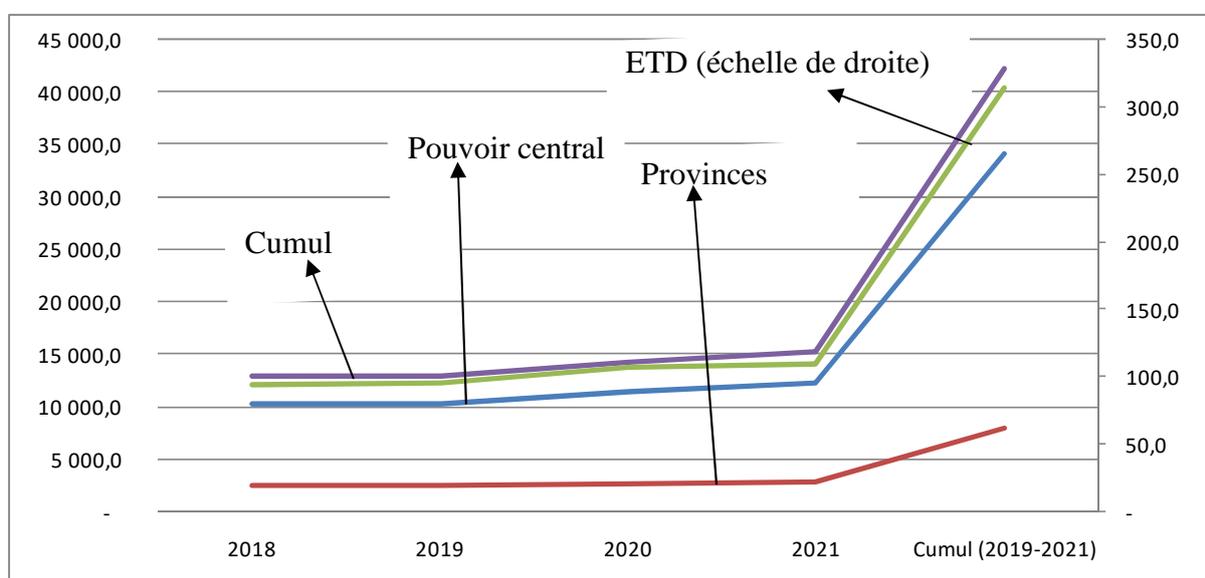
III. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2019-2021

Ce point décline l'évolution des finances publiques sur la période 2019-2021.

3.1 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES

Au cours de la période 2019-2021, les dépenses totales évolueraient de façon linéaire pour les trois niveaux de pouvoir comme l'illustre le graphique ci-dessous. Les dépenses du pouvoir central seraient significativement supérieures à celles des autres niveaux de pouvoir.

Graphique 1 : Evolution des dépenses par niveau de pouvoir de 2019 à 2021



En effet, comme le montre le tableau 2 ci-dessous, de 2019 à 2021, les dépenses totales s'élèveraient à **42.352,4 milliards de FC** comprenant les dépenses du Pouvoir central de **34.138,4 milliards de FC**, soit **81%** des dépenses totales, celles des Provinces de l'ordre de **7.899,5 milliards de FC** et des ETD de **314,4 milliards de FC**.

Elles dégagent une moyenne de **14.117,5 milliards de FC** sur la période pour les trois niveaux de pouvoir.

Tableau 2 : Dépenses par niveau de pouvoir de 2019-2021

Niveau de pouvoir	2018	2019	2020	2021	Cumul (2019-2021)	Moyenne (2019-2021)
Pouvoir central	10 353 133 693 749	10 352 319 780 053	11 505 297 498 185	12 280 824 138 809	34 138 441 417 047	11 379 480 472 349
Provinces	2 475 588 582 051	2 459 567 418 057	2 629 277 569 903	2 810 697 722 226	7 899 542 710 187	2 633 180 903 396
ETD	94 795 201 234	96 609 997 550	107 416 234 326	110 402 137 411	314 428 369 287	104 809 456 429
Total	12 923 517 477 034	12 908 497 195 661	14 241 991 302 414	15 201 923 998 446	42 352 412 496 521	14 117 470 832 174

3.1.1 Evolution des dépenses du pouvoir central

Les dépenses totales du pouvoir central se situeraient à **34.138,4 milliards de FC** au cours de la période 2019-2021, à raison de **31.737,8 milliards de FC** du budget général, **545 milliards de FC** des budgets annexes et **1.855,8 milliards de FC** des comptes spéciaux, comme le montre le tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 : Evolution des dépenses du pouvoir central de 2019 à 2021

Rubriques	2018	Projections						Total (2019-2021)	Moyenne (2019-2021)
		2019	Tx. accr. (%)	2020	Tx. accr. (%)	2021	Tx. accr. (%)		
BUDGET GENERAL	8 927 875 827 539	9 604 890 657 737	7,6	10 709 285 482 918	11,5	11 423 519 198 367	6,7	31 737 695 339 022	10 579 231 779 674
Dépenses courantes	5 984 811 557 194	6 572 472 384 640	9,8	7 717 794 310 395	17,4	8 328 554 574 283	7,9	22 618 821 269 318	7 539 607 089 773
Dettes publiques	388 547 360 000	352 996 408 000	- 9,1	453 585 322 920	28,5	501 079 201 396	10,5	1 307 660 932 316	435 886 977 439
Frais financiers	151 264 608 600	255 487 462 000	68,9	262 142 520 240	2,6	262 979 994 732	0,3	780 609 976 972	260 203 325 657
Dépenses de Personnel	2 590 000 000 000	3 565 373 073 267	37,7	3 797 122 323 029	6,5	4 089 500 741 903	7,7	11 451 996 138 199	3 817 332 046 066
Biens, matériels et prestations	1 693 925 604 221	1 192 503 226 013	- 29,6	1 270 015 935 704	6,5	1 367 807 162 753	7,7	3 830 326 324 470	1 276 775 441 490
Subventions et Transferts	1 161 073 984 373	1 206 112 215 360	3,9	1 934 928 208 501	60,4	2 107 187 473 499	8,9	5 248 227 897 360	1 749 409 299 120
Depenses en capital	2 943 064 270 346	3 032 418 273 097	3,0	2 991 491 172 524	- 1,3	3 094 964 624 083	3,5	9 118 874 069 704	3 039 624 689 901
Investissements sur Ressources propres	1 427 257 525 802	1 871 404 144 096	31,1	1 784 443 012 661	- 4,6	1 860 880 604 826	4,3	5 516 727 761 583	1 838 909 253 861
Investissements sur Ressources Extérieures	1 515 806 744 544	1 161 014 129 001	- 23,4	1 207 048 159 863	4,0	1 234 084 019 257	2,2	3 602 146 308 121	1 200 715 436 040
BUDGETS ANNEXES	917 172 743 761	1 69 661 903 345	- 81,5	180 689 927 062	6,5	194 603 051 446	7,7	544 954 881 854	181 651 627 285
COMPTES SPECIAUX	508 085 122 448	577 767 218 971	13,7	615 322 088 204	6,5	662 701 888 996	7,7	1 855 791 196 171	618 597 065 390
DEPENSES TOTALES	10 353 133 693 749	10 352 319 780 053	- 0,0	11 505 297 498 185	11,1	12 280 824 138 809	6,7	34 138 441 417 047	11 379 480 472 349

Les dépenses du budget général comprennent les dépenses courantes et les dépenses en capital. Les dépenses courantes se situeraient à **7.539, 6 milliards de FC** en moyenne au cours des trois prochaines années et elles représenteraient un peu plus de **87%** des recettes courantes. D'une année à une autre, elles accuseraient une augmentation moyenne de **13%**.

Les dépenses en capital, quant à elles, se situeraient en moyenne à **3.039,6 milliards de FC** de 2019-2021. En 2020, elles baisseraient de **1,3%** par rapport à leur niveau de 2019 et de 2020 à 2021, elles augmenteraient de **3,5%**.

Les dépenses des budgets annexes pourront se situer en moyenne à **181,7 milliards de FC** sur les trois prochaines années. Elles accuseraient un accroissement de **7,1%** l'an entre 2019 et 2021.

S'agissant des dépenses des comptes spéciaux, elles se situeraient à **1.855,8 milliards de FC** au cours de la période, soit une moyenne de **618,6 milliards de FC** et un accroissement de **7,1%** l'an.

3.1.2 Evolution des dépenses des Provinces

Comme le montre le tableau 4 ci-dessous, les dépenses totales des Provinces se situeraient à **7.899,5 milliards de FC** au cours de la période de 2019 à 2021, à raison de **2.459,6 milliards de FC** en 2019, **2.629,3 milliards de FC** en 2020 et **2.810,7 milliards de FC** en 2021.

Les dépenses du budget général se situeraient à **7.821,2 milliards de FC** sur la période, soit une moyenne annuelle de **2.607,1 milliards de FC**. Elles sont constituées des dépenses courantes de **4.868,7 milliards de FC** et des dépenses en capital de **2.952,5 milliards de FC** dégageant ainsi respectivement des moyennes annuelles de **1.622,9 milliards de FC** et de **984,2 milliards de FC**.

Tableau 4 : Evolution des dépenses des Provinces de 2019-2021

Rubriques	2018	Projections			Total (2019-2021)	Moyenne (2019-2021)
		2019	2020	2021		
BUDGET GENERAL	2 452 579 342 824	2 435 177 624 477	2 603 204 880 566	2 782 826 017 325	7 821 208 522 368	2 607 069 507 456
Dépenses courantes	1 490 801 882 954	1 515 895 141 785	1 620 491 906 568	1 732 305 848 122	4 868 692 896 475	1 622 897 632 158
Dette publique	141 159 803 457	85 274 537 519	91 158 480 607	97 448 415 769	273 881 433 895	91 293 811 298
Frais financiers	8 848 482 234	9 379 391 168	10 026 569 159	10 718 402 430	30 124 362 757	10 041 454 252
Dépenses de Personnel	601 256 787 995	637 332 195 275	681 308 116 749	728 318 376 805	2 046 958 688 829	682 319 562 943
Biens, matériels et prestations	216 323 980 527	229 303 419 358	245 125 355 294	262 039 004 809	736 467 779 461	245 489 259 820
Subventions et Transferts	523 212 828 741	554 605 598 465	592 873 384 759	633 781 648 308	1 781 260 631 532	593 753 543 844
Depenses en capital	961 777 459 871	919 282 482 692	982 712 973 998	1 050 520 169 204	2 952 515 625 893	984 171 875 298
BUDGETS ANNEXES	23 009 239 226	24 389 793 580	26 072 689 337	27 871 704 901	78 334 187 818	26 111 395 939
DEPENSES TOTALES	2 475 588 582 051	2 459 567 418 057	2 629 277 569 903	2 810 697 722 226	7 899 542 710 187	2 633 180 903 396

3.1.3 Evolution des dépenses des ETD

Les dépenses courantes des ETD se situeraient à **61,1 milliards de FC** en 2019, **65,3 milliards de FC** en 2020 et **69,8 milliards de FC** en 2021, soit une moyenne annuelle de **65,4 milliards de FC** sur la période.

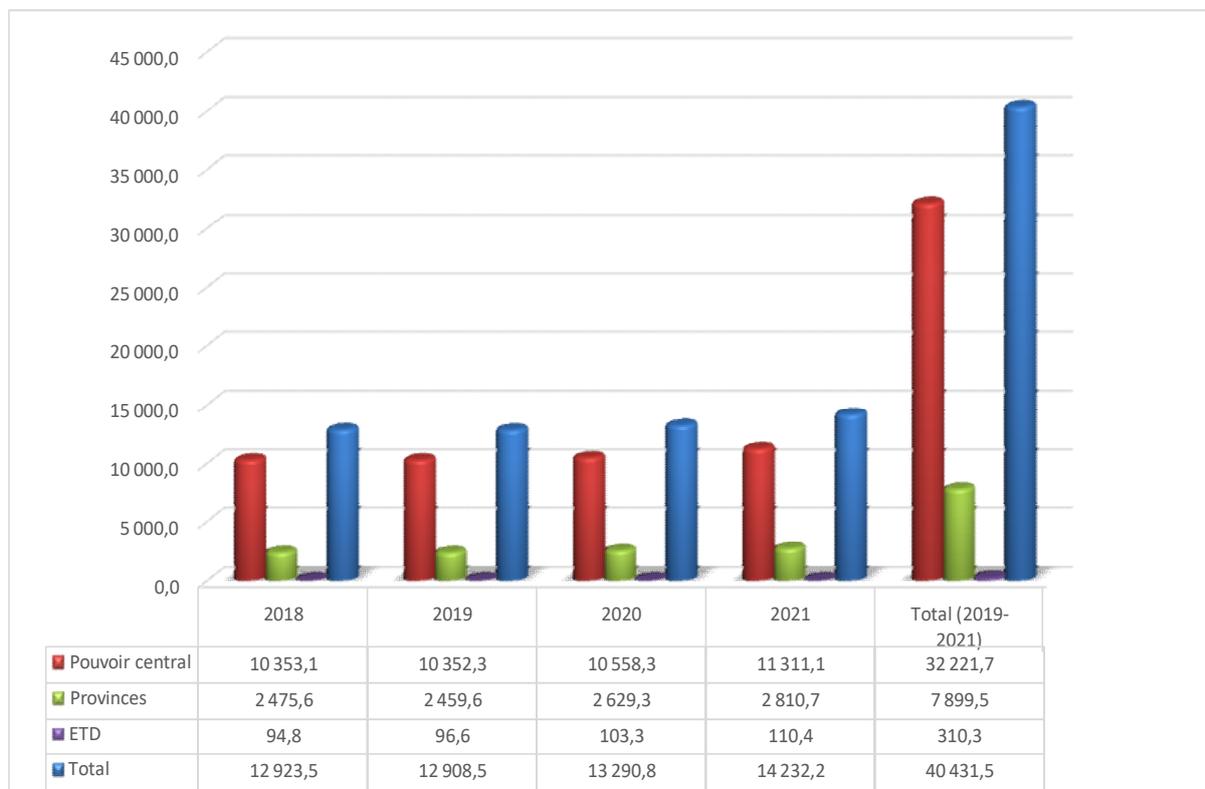
Quant aux dépenses en capital, elles s'élèveraient respectivement à **35,5 milliards de FC**, **38,0 milliards de FC** et **40,6 milliards de FC** pour les mêmes exercices budgétaires, soit une moyenne annuelle de **38,0 milliards de FC**.

Tableau 5: Evolution des dépenses des ETD par grande nature de 2019-2021

Rubriques	2018	Projections			Total (2019-2021)	Moyenne (2019-2021)
		2019	2020	2021		
Dépenses courantes	57 621 322 184	61 078 601 515	65 293 025 020	69 798 243 746	196 169 870 281	65 389 956 760
Dette publique	5 455 999 625	5 783 359 603	6 182 411 415	6 608 997 803	18 574 768 821	6 191 589 607
Frais financiers	342 004 697	362 524 978	387 539 202	414 279 407	1 164 343 587	388 114 529
Dépenses de Personnel	23 239 312 676	24 633 671 437	26 333 394 766	28 150 399 005	79 117 465 208	26 372 488 403
Biens, matériels et prestations	8 361 187 305	8 862 858 543	9 474 395 783	10 128 129 092	28 465 383 418	9 488 461 139
Subventions et Transferts	20 222 817 881	21 436 186 954	22 915 283 854	24 496 438 440	68 847 909 247	22 949 303 082
Depenses en capital	37 173 879 050	35 531 396 035	37 983 062 362	40 603 893 665	114 118 352 062	38 039 450 687
Depenses totales	94 795 201 234	96 609 997 550	103 276 087 381	110 402 137 411	310 288 222 342	103 429 407 447

3.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES

Les recettes publiques à mobiliser au cours de la période 2019-2021 pour couvrir l'ensemble des dépenses de l'Etat de la même période se situeraient à **40.375,9 milliards de FC**, à raison de **32.166,1 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **7.899,5 milliards de FC** pour les Provinces et **310,3 milliards de FC** pour les ETD.

Graphique 2 : Evolution de recettes par niveau de pouvoir de 2019 à 2021 (en milliards de FC)

3.2.1. Evolution des recettes du Pouvoir central

Au cours de la période de 2019 à 2021, les recettes du pouvoir central seraient constituées de **29.820,9 milliards de FC** au titre de budget général, **545,0 milliards de FC** de budgets annexes et de **1.855,8 milliards de FC** des comptes spéciaux.

Les recettes courantes se situeraient en moyenne à **8.689,6 milliards de FC** entre 2019 et 2021. Elles augmenteraient en moyenne de **5,5%** d'une année à l'autre et représenteraient **7,4%** du PIB nominal au cours de la période sus indiquée.

Les recettes des budgets annexes et des comptes spéciaux accuseraient un accroissement entre 2019 et 2021 autour de **7%** l'an. Le tableau 6 ci-dessous fournit plus de détails sur les recettes du pouvoir central.

Tableau 6 : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2019 à 2021

Agregats	2018	Projections						Total (2019-2021)	Moyenne (2019-2021)
		2019	Tx. acc.	2020	Tx. acc.	2021	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	8 927,9	9 604,9	7,6	9 762,3	1,6	10 453,7	7,1	29 820,9	9 940,3
Recettes courantes (en milliards de FC)	6 603,2	8 293,9	25,6	8 555,2	3,2	9 219,7	7,8	26 068,8	8 689,6
Recettes extérieures (en milliards de FC)	2 249,7	1 161,0	- 48,4	1 207,0	4,0	1 234,1	-	3 602,1	1 200,7
Recettes exceptionnelles (en milliards de FC)	75,0	150,0	100,0	-	-	-	-	-	-
PIB nominal (en milliards de FC)	82 511,9	96 687,8	17,2	111 603,8	15,4	128 421,8	15,1	336 713,4	112 237,8
Pression fiscale (%)	8,0	8,6	7,2	7,7	- 10,6	7,2	- 6,3	-	7,8
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	79,5	86,4	8,7	87,6	1,5	88,2	0,6	-	87,4
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	25,2	12,1	- 52,0	12,4	2,3	11,8	-	-	12,1
Recettes des Budgets annexes	917,2	169,7	- 81,5	180,7	6,5	194,6	7,7	545,0	181,7
Recettes des Comptes spéciaux	508,1	577,8	13,7	615,3	6,5	662,7	7,7	1 855,8	618,6
Total	10 353,1	10 352,3	-	10 558,3	-	11 311,1	-	32 221,7	10 740,6

3.2.2 Evolution des recettes des Provinces

Au cours de la période 2019-2021, les recettes courantes des provinces se situeraient à **5.562,2 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **1.854,1 milliards de FC**, provenant des recettes à caractère national, des recettes d'intérêt commun et des recettes spécifiques. Les recettes des budgets annexes atteindraient une moyenne de **26,1 milliards de FC** sur la période.

Tableau 7 : Evolution des recettes des Provinces de 2019 à 2021

Agregats	2018	Projections						Total (2019-2021)	Moyenne (2019-2021)
		2019	Tx. acc.	2020	Tx. acc.	2021	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	2 452,6	2 435,2	- 0,7	2 603,2	6,9	2 782,8	6,9	7 821,2	2 607,1
Recettes courantes (en milliards de FC)	1 633,8	1 731,8	6,0	1 851,3	6,9	1 979,1	6,9	5 562,2	1 854,1
Recettes exceptionnelles (en milliards de FC)	663,5	703,4	6,0	751,9	6,9	803,8	6,9	2 259,0	753,0
Recettes extérieures (en milliards de FC)	155,2	-	-	-	-	-	-	-	-
PIB (en milliards de FC)	82 511,9	96 687,8	17,2	111 603,8	15,4	128 421,8	15,1	336 713,4	112 237,8
Pression fiscale (%)	2,0	1,8	- 9,5	1,7	- 7,4	1,5	- 7,1	-	1,7
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	66,6	71,1	6,8	71,1	0,0	71,1	- 0,0	-	71,1
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	6,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes des Budgets annexes	23,0	24,4	-	26,1	6,9	27,9	6,9	78,3	26,1
Total	2 475,6	2 459,6	-	2 629,3	-	2 810,7	-	7 899,5	2 633,2

3.2.3 Trajectoire des recettes des ETD

Au cours de la période 2019-2021, comme l'indique le tableau 8 ci-dessous, les recettes courantes des ETD se situeraient à **310,3 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **103,4 milliards de FC**.

Tableau 8 : Evolution des recettes des ETD de 2019 à 2021

Agregats	2018	Projections						Total (2019-2021)	Moyenne (2019-2021)
		2019	Tx. acc.	2020	Tx. acc.	2021	Tx. Acc.		
Recettes courantes (en milliards de FC)	94,8	96,6	1,9	103,3	6,9	110,4	6,9	310,3	103,4
PIB (en milliards de FC)	82 511,9	96 687,8	17,2	111 603,8	15,4	128 421,8	15,1	336 713,4	112 237,8
Pression fiscale (%)	0,1	0,1		0,1		0,1			
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	94,8	96,6	1,9	103,3	6,9	110,4	6,9	310,3	103,4

3.3 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL 2019-2021

Le CDMT central pour la période 2019-2021 qui fait une allocation des ressources aux secteurs du Pouvoir central est repris en annexe du présent document.

IV. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT

L'évolution des recettes et des dépenses de 2019 à 2021 dégage un solde global négatif de **1.916,8 milliards de FC** imputable au Pouvoir central, à raison d'un **solde nul** en 2019, **947,0 milliards de FC** en 2020 et **969,8 milliards de FC** en 2021, tel que repris au tableau 9 ci-dessous.

Ces niveaux des soldes représentent respectivement **11,1%** et **10,5%** des recettes courantes et moins de **1%** du PIB en 2020 et 2021.

Tableau 9 : Evolution du solde et de l'endettement de 2019 à 2021

Agrégats	2018	2019	2020	2021	Total (2019-2021)	Moyenne (2019-2021)
DEPENSES TOTALES	12 923 517 477 034	12 908 497 195 660	14 237 851 155 469	15 201 923 998 446	42 348 272 349 575	14 116 090 783 192
Pouvoir central	10 353 133 693 749	10 352 319 780 053	11 505 297 498 185	12 280 824 138 809	34 138 441 417 047	11 379 480 472 349
Budget général	8 927 875 827 539	9 604 890 657 737	10 709 285 482 918	11 423 519 198 367	31 737 695 339 022	10 579 231 779 674
Dépenses courantes	6 572 472 384 640	4 199 201 822 672	4 367 169 895 579		8 566 371 718 251	2 855 457 239 417
Dépenses en capital	517 315 317 436	1 407 585 778 401	1 440 185 113 922		2 847 770 892 322	949 256 964 107
Dépenses exceptionnelles	295 048 000 000				-	
Budgets annexes	917 172 743 761	169 661 903 345	180 689 927 062	194 603 051 446	544 954 881 854	181 651 627 285
Comptes spéciaux	508 085 122 448	577 767 218 971	615 322 088 204	662 701 888 996	1 855 791 196 171	618 597 065 390
Provinces	2 475 588 582 051	2 459 567 418 057	2 629 277 569 903	2 810 697 722 226	7 899 542 710 187	2 633 180 903 396
ETD	94 795 201 234	96 609 997 550	103 276 087 381	110 402 137 411	310 288 222 342	103 429 407 447
RECETTES TOTALES	12 923 517 477 034	12 908 497 195 660	13 290 846 631 621	14 232 150 021 252	40 431 493 848 533	13 477 164 616 178
Pouvoir central	10 353 133 693 749	10 352 319 780 053	10 558 292 974 337	11 311 050 161 615	32 221 662 916 006	10 740 554 305 335
Budget général	8 927 875 827 540	9 604 890 657 737	9 762 280 959 071	10 453 745 221 173	29 820 916 837 981	9 940 305 612 660
Recettes courantes	3 825 078 656 801	4 174 479 881 449	4 278 685 703 297		8 453 165 584 746	2 817 721 861 582
Recettes extérieures	246 092 695 262	1 070 153 665 163	1 089 255 716 155		2 159 409 381 318	719 803 127 106
Recettes courantes	6 603 167 782 995	8 293 876 528 736	8 555 232 799 208	9 219 661 201 916	26 068 770 529 860	8 689 590 176 620
Recettes exceptionnelles	75 000 000 000	150 000 000 000			-	-
Recettes extérieures	2 249 708 044 544	1 161 014 129 001	1 207 048 159 863	1 234 084 019 257	3 602 146 308 121	1 200 715 436 040
Budgets annexes	917 172 743 761	169 661 903 345	180 689 927 062	194 603 051 446	544 954 881 854	181 651 627 285
Comptes spéciaux	508 085 122 448	577 767 218 971	615 322 088 204	662 701 888 996	1 855 791 196 171	618 597 065 390
Provinces	2 475 588 582 051	2 459 567 418 057	2 629 277 569 903	2 810 697 722 226	7 899 542 710 186	2 633 180 903 395
ETD	94 795 201 234	96 609 997 550	103 276 087 381	110 402 137 411	310 288 222 342	103 429 407 447
Solde global	0	0	-947 004 523 848	-969 773 977 194	-1 916 778 501 042,3	-638 926 167 014
Solde Pouvoir central (Budget général)	0	0	-947 004 523 848	-969 773 977 193	-1 916 778 501 041,0	-638 926 167 014
Solde Provinces	0	0	0	0	0	0
Solde ETD	0	0	0	0	0	0
Ratio solde PC/Recettes courantes (%)	0	0,0	-11,1	-10,5	-	-7,20
Ratio solde PC/PIB (%)	0,0	0,0	-0,8	-0,8	-	-0,5

V. RISQUES ET CONTRAINTES

La bonne mise en œuvre de la programmation budgétaire des politiques publiques prévues par le Gouvernement pour la période 2019-2021 est fonction de certains facteurs externes et internes. Il s'agit :

1. Sur le plan externe,

- du maintien de la bonne tenue des cours des matières premières et des produits pétroliers. En effet, une éventuelle rechute de cours déséquilibrerait le cadre macroéconomique qui sous-tend le CBMT, et en conséquence occasionnerait la baisse du niveau de recettes et de dépenses attendues sur la période;
- du respect, par les partenaires au développement, de leurs engagements en termes de dons et projets. La poursuite, sur la période prévisionnelle, de la faible tendance de leur réalisation observée sur les trois dernières années obstruera la mise en œuvre des projets d'investissements.

2. Sur le plan interne,

- de l'impératif d'une mobilisation efficace de recettes projetées en vue d'une bonne exécution des politiques publiques contenues dans le CBMT. Cela requiert la mise en œuvre effective des politiques et mesures fiscales définies sur la période;
- d'un climat politique et économique favorable devant encourager la souscription des Bons et Obligations du trésor par les agents économiques;
- de la recherche de nouveaux financements (financement innovant, endettement,...) pour résorber les gaps qui persisteraient en 2020 et 2021.

CONCLUSION

Le cadre budgétaire 2019-2021 ainsi défini reflète l'activité économique du pays traduite dans le cadrage macroéconomique de la même période, les objectifs budgétaires visés par le Gouvernement au cours de la période et les politiques publiques qui en découlent.

L'évolution de dépenses et de recettes dégage un solde nul pour 2019 et des soldes négatifs pour 2020 et 2021, imputables essentiellement au Pouvoir central. Le niveau de l'endettement résultant de ces soldes reste maintenu dans la fourchette des critères de convergence macro-économique de la SADC et garantit la soutenabilité budgétaire.

Aussi, les enveloppes sectorielles produites par le CDMT, sur base de la contrainte fixée par le CBMT devront servir de plafond à ces derniers dans la finalisation de leurs CDMT pour la période 2019-2021.

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME

CDMT-CENTRAL 2019-2021

PAR SECTION-RUBRIQUE

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT-CENTRAL) 2019-2021: PAR SECTION-RUBRIQUE

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
10 PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	95 535 605 106	171 531 543 220	108 246 245 191	163 977 075 506	115 228 532 603	134 707 131 513	144 001 923 587	155 954 083 245
0 Contrepartie des Projets	-	-	-	-	-	1 000 000 000	1 069 000 000	1 157 727 000
0 Fonctionnement des Institutions	41 976 892 064	122 825 912 523	46 083 368 950	115 634 779 784	51 789 939 448	57 556 332 925	61 527 719 897	66 634 520 648
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 875 000 000	1 222 395 521	1 360 569 472	1 013 114 378	2 860 569 472	2 460 569 472	2 630 348 766	2 848 667 713
0 Investissements sur Ressources Propres	4 261 114 400	1 634 500 702	2 464 984 359	-	3 714 984 359	9 885 605 488	10 567 712 267	11 444 832 385
0 Rémunérations	43 329 511 554	43 644 306 283	54 061 713 408	45 385 901 242	52 587 430 322	59 829 014 626	63 957 216 635	69 265 665 616
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 182 536 411	2 035 933 284	2 065 058 335	1 831 831 312	2 065 058 335	1 765 058 335	1 886 847 360	2 043 455 691
0 Subventions aux Services Ex-BPO	1 910 550 677	168 494 908	2 210 550 667	111 448 790	2 210 550 667	2 210 550 667	2 363 078 663	2 559 214 192
11 PRIMATURE	22 035 183 357	57 325 161 053	37 333 491 588	51 576 273 636	42 059 047 652	47 317 054 708	50 581 931 483	54 780 231 796
0 Fonctionnement des Institutions	8 016 323 870	44 038 512 417	14 044 874 614	33 313 563 279	18 351 444 908	20 394 730 792	21 801 967 217	23 611 530 496
0 Investissements sur Ressources Propres	776 637 800	52 080 000	4 100 000 000	-	4 100 000 000	3 421 354 786	3 657 428 266	3 960 994 812
0 Rémunérations	13 242 221 687	13 234 568 635	19 188 616 974	18 262 710 357	19 607 602 744	23 500 969 130	25 122 536 000	27 207 706 488
12 VICE-PRIMATURE / INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	799 725 661	2 852 361 752	2 506 000 000	214 539 000	3 506 000 000	3 611 052 840	3 860 215 486	4 180 613 371
0 Fonctionnement des Institutions	799 725 661	2 852 361 752	2 506 000 000	214 539 000	3 506 000 000	3 611 052 840	3 860 215 486	4 180 613 371
13 VICE-PRIMATURE / AFFAIRES ETRANGERES ET INTEGRATION REGIONALE	799 725 650	612 923 284	2 506 000 000	-	3 506 000 000	3 611 052 840	3 860 215 486	4 180 613 371
0 Fonctionnement des Institutions	799 725 650	612 923 284	2 506 000 000	-	3 506 000 000	3 611 052 840	3 860 215 486	4 180 613 371
14 VICE-PRIMATURE / TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	799 725 658	681 661 600	2 506 000 000	76 100 000	3 506 000 001	3 611 052 840	3 860 215 486	4 180 613 371
0 Fonctionnement des Institutions	799 725 658	681 661 600	2 506 000 000	76 100 000	3 506 000 001	3 611 052 840	3 860 215 486	4 180 613 371
15 CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	2 602 720 569	1 687 331 384	6 267 083 497	1 870 709 705	8 511 467 468	10 082 831 658	10 778 547 042	11 673 166 447
0 Fonctionnement des Institutions	1 051 628 671	999 986 540	4 611 340 845	1 046 329 623	6 266 790 928	6 964 547 726	7 445 101 519	8 063 044 945
0 Investissements sur Ressources Propres	860 653 010	-	873 921 283	-	1 000 000 000	1 300 000 000	1 389 700 000	1 505 045 100
0 Rémunérations	690 438 888	687 344 844	781 821 369	824 380 082	1 244 676 540	1 818 283 932	1 943 745 523	2 105 076 402
16 ASSEMBLEE NATIONALE	150 710 752 913	122 961 532 360	194 156 257 791	143 518 418 704	204 042 828 285	192 864 653 482	206 172 314 572	223 284 616 681
0 Fonctionnement des Institutions	71 242 305 116	63 956 419 686	86 793 103 925	88 121 070 804	91 799 674 420	102 020 830 294	109 060 267 584	118 112 269 794
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	3 896 737 355	1 200 000 000	145 000 000	3 200 000 000	3 000 000 000	3 207 000 000	3 473 181 000
0 Investissements sur Ressources Extérieures	10 146 195	241 005 588	-	-	-	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	2 385 188 200	-	2 385 188 200	-	4 965 188 200	6 533 414 210	6 984 219 790	7 563 910 033
0 Rémunérations	76 373 113 402	54 867 369 731	103 777 965 666	55 252 347 900	104 077 965 665	81 310 408 978	86 920 827 197	94 135 255 855
17 SÉNAT	44 667 618 887	47 751 637 953	53 985 226 549	47 233 928 680	58 845 399 372	63 034 229 571	67 383 591 411	72 976 429 499
0 Fonctionnement des Institutions	20 468 724 607	28 984 796 556	25 575 201 492	28 444 129 513	29 603 362 235	32 899 458 672	35 169 521 320	38 088 591 590
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	400 000 000	-	400 000 000	800 000 000	855 200 000	926 181 600

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	167 987 920	-	1 000 000 000	3 981 140 140	4 255 838 810	4 609 073 431
0 Rémunérations	24 198 894 280	18 766 841 397	27 842 037 137	18 789 799 167	27 842 037 137	25 353 630 759	27 103 031 281	29 352 582 878
18 ORGANE DÉLIBÉRANT PROVINCIAL OU LOCAL	9 399 415 282	3 128 932 816	8 738 658 289	-	9 862 340 000	13 569 275 451	14 505 555 457	15 709 516 560
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	9 399 415 282	3 128 932 816	8 738 658 289	-	9 862 340 000	13 569 275 451	14 505 555 457	15 709 516 560
19 ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	234 159 871 349	173 196 475 817	262 067 713 004	116 536 986 876	250 030 759 434	266 437 695 977	284 821 896 999	308 462 114 450
0 Subventions aux Services Déconcentrés	9 500 000 000	2 375 000 000	13 000 000 000	2 332 280 348	-	-	-	-
0 Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	212 400 000 000	162 529 191 827	240 000 000 000	113 961 282 651	240 000 000 000	253 440 000 000	270 927 360 000	293 414 330 880
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	12 259 871 349	8 292 283 990	9 067 713 004	243 423 877	10 030 759 434	12 997 695 977	13 894 536 999	15 047 783 570
20 POUVOIR JUDICIAIRE	111 663 543 469	83 617 007 314	131 238 701 056	87 613 845 689	140 391 711 007	181 773 091 633	194 315 434 956	210 443 616 057
0 Fonctionnement des Institutions	45 961 250 095	23 053 832 962	52 113 807 341	25 366 354 982	72 123 128 360	81 721 037 379	87 359 788 958	94 610 651 442
0 Investissements sur Ressources Propres	5 124 425 500	-	1 589 043 403	287 918 400	1 769 225 000	10 371 406 000	11 087 033 014	12 007 256 754
0 Rémunérations	60 577 867 874	60 563 174 352	77 535 850 312	61 959 572 307	66 499 357 647	89 680 648 254	95 868 612 984	103 825 707 861
21 SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	30 382 972 263	49 266 254 455	45 283 915 386	51 583 591 118	44 018 341 098	76 829 773 806	82 131 028 199	88 947 903 539
0 Fonctionnement des Institutions	1 663 373 521	9 596 988 663	2 250 000 000	14 592 742 770	5 450 000 000	6 056 813 694	6 474 733 839	7 012 136 748
0 Investissements sur Ressources Propres	237 650 500	-	50 000 000	-	500 000 000	693 475 744	741 325 570	802 855 593
0 Rémunérations	28 481 948 242	39 669 265 792	42 983 915 386	36 990 848 348	38 068 341 098	70 079 484 368	74 914 968 789	81 132 911 199
22 AFFAIRES ÉTRANGÈRES	31 120 797 524	52 060 188 389	43 156 153 359	67 375 013 175	43 841 489 701	50 655 998 986	54 151 262 916	58 645 817 738
0 Fonctionnement des Ministères	15 862 485 961	34 405 046 248	14 910 974 364	44 365 238 630	14 877 233 534	17 168 093 199	18 352 691 630	19 875 965 035
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	490 000 000	1 070 695 000	100 000 000	1 874 722 015	100 000 000	100 000 000	106 900 000	115 772 700
0 Investissements sur Ressources Propres	1 733 918 000	634 544 607	237 424 689	154 375 000	1 500 000 000	2 538 663 616	2 713 831 406	2 939 079 412
0 Rémunérations	13 034 393 563	15 949 902 534	27 907 754 306	20 980 677 530	27 364 256 167	30 849 242 171	32 977 839 881	35 715 000 591
23 COOPÉRATION AU DEVELOPPEMENT	8 951 454 007	1 760 699 892	8 993 424 805	3 007 138 860	14 743 186 497	17 310 059 495	18 504 453 600	20 040 323 249
0 Contrepartie des Projets	700 000 000	-	-	-	-	-	-	-
0 Fonctionnement des Ministères	6 714 513 162	326 138 263	7 322 291 750	957 699 042	10 758 761 730	11 447 868 406	12 237 771 326	13 253 506 346
0 Investissements sur Ressources Extérieures	125 489 751	-	-	-	-	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	44 392 280	-	500 000 000	250 000 000	267 250 000	289 431 750
0 Rémunérations	1 411 451 094	1 434 561 629	1 626 740 775	2 049 439 818	3 484 424 767	5 612 191 089	5 999 432 274	6 497 385 153
24 DÉCENTRALISATION	9 629 485 995	8 895 403 639	12 680 397 258	7 960 904 638	7 668 543 816	30 185 346 084	32 268 134 964	34 946 390 166
0 Fonctionnement des Ministères	3 158 414 196	1 759 825 826	3 181 011 788	766 093 928	4 103 832 070	5 494 666 017	5 873 797 972	6 361 323 204
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	50 000 000	-	2 050 000 000	1 050 000 000	1 122 450 000	1 215 613 350
0 Investissements sur Ressources Extérieures	113 290 391	1 149 879 209	2 040 667 200	637 527 951	-	13 917 429 205	14 877 731 820	16 112 583 561
0 Investissements sur Ressources Propres	137 522 000	-	56 535 491	-	1 000 000 000	1 200 000 000	1 282 800 000	1 389 272 400
0 Rémunérations	6 013 399 608	5 985 698 604	7 247 098 001	6 557 282 759	209 626 968	8 218 166 084	8 785 219 544	9 514 392 766
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	206 859 800	-	105 084 778	-	305 084 778	305 084 778	326 135 628	353 204 885

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
25 INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	327 654 670 600	307 878 938 091	508 247 628 408	310 225 459 958	473 487 595 230	843 279 457 182	901 465 739 728	976 287 396 125
0 Contrepartie des Projets	6 932 186 937	-	1 700 000 000	-	1 700 000 000	1 000 000 000	1 069 000 000	1 157 727 000
0 Fonctionnement des Ministères	74 427 908 999	75 099 490 203	75 145 687 587	58 848 090 650	76 189 544 776	81 653 581 383	87 287 678 498	94 532 555 814
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 455 410 000	9 818 708 693	1 155 410 000	1 033 353 995	1 955 410 000	2 755 410 000	2 945 533 290	3 190 012 553
0 Investissements sur Ressources Extérieures	25 635 566 138	17 044 680 589	170 363 899 146	31 268 358 380	100 393 798 973	302 968 553 049	323 873 383 209	350 754 874 016
0 Investissements sur Ressources Propres	7 375 781 800	2 840 701 685	6 127 580 726	806 154 312	10 000 000 000	20 400 000 000	21 807 600 000	23 617 630 800
0 Rémunérations	208 811 100 928	202 870 646 920	248 703 053 460	218 269 502 621	260 198 783 210	405 542 108 889	433 524 514 402	469 507 049 098
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 016 715 798	204 710 000	1 184 198 271	-	1 184 198 271	684 198 271	731 407 952	792 114 812
0 Subventions aux Services Déconcentrés	-	-	-	-	14 500 000 000	17 500 000 000	18 707 500 000	20 260 222 500
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	3 867 799 218	-	7 365 860 000	10 775 605 590	11 519 122 376	12 475 209 533
26 RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	466 119 612	770 000	966 119 612	-	1 658 580 160	2 212 825 270	2 365 510 214	2 561 847 561
0 Fonctionnement des Ministères	466 119 612	770 000	966 119 612	-	1 458 580 160	1 712 825 270	1 831 010 214	1 982 984 061
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	200 000 000	500 000 000	534 500 000	578 863 500
27 DÉFENSE NATIONALE	399 976 224 836	395 147 001 877	480 605 055 837	440 738 229 221	477 265 434 649	563 937 137 704	602 848 800 206	652 885 250 623
0 Fonctionnement des Ministères	140 206 566 687	139 932 333 534	134 312 700 647	155 517 128 161	135 235 530 836	145 536 716 633	155 578 750 081	168 491 786 337
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 172 431 694	1 558 289 022	200 000 000	108 537 500	200 000 000	600 000 000	641 400 000	694 636 200
0 Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	13 604 448 000	-	-	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	6 280 427 200	4 353 542 797	2 784 025 340	8 389 174 859	3 500 000 000	10 556 375 000	11 284 764 875	12 221 400 360
0 Rémunérations	249 316 799 255	249 302 836 524	329 703 881 850	276 723 388 700	338 329 903 813	407 244 046 071	435 343 885 250	471 477 427 726
28 ANCIENS COMBATTANTS	850 401 580	175 094 840	1 732 991 688	225 001 954	2 517 693 424	3 205 233 336	3 426 394 437	3 710 785 175
0 Fonctionnement des Ministères	563 704 351	39 830 228	1 163 704 351	79 720 000	1 860 119 444	2 500 000 000	2 672 500 000	2 894 317 500
0 Investissements sur Ressources Propres	70 331 700	-	313 692 959	-	500 000 000	500 000 000	534 500 000	578 863 500
0 Rémunérations	216 365 529	135 264 612	255 594 378	145 281 954	157 573 980	205 233 336	219 394 437	237 604 175
29 ÉCONOMIE NATIONALE	8 339 886 154	3 681 673 163	15 470 921 740	5 567 069 485	16 264 888 038	19 418 212 438	20 758 069 096	22 480 988 831
0 Contrepartie des Projets	-	-	-	-	500 000 000	1 000 000 000	1 069 000 000	1 157 727 000
0 Fonctionnement des Ministères	2 415 727 549	1 011 415 195	3 023 506 137	760 334 963	3 946 336 326	4 531 580 878	4 844 259 958	5 246 333 535
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	100 000 000	-	1 100 000 000	1 500 000 000	1 603 500 000	1 736 590 500
0 Investissements sur Ressources Extérieures	2 435 086 955	-	2 576 600 000	-	-	970 150 280	1 037 090 649	1 123 169 173
0 Investissements sur Ressources Propres	776 480 800	50 000 000	204 514 396	35 000 000	1 204 514 396	990 000 000	1 058 310 000	1 146 149 730
0 Rémunérations	2 712 590 850	2 620 257 968	9 566 301 207	4 771 734 522	9 514 037 316	10 426 481 280	11 145 908 488	12 071 018 893
30 FINANCES	970 756 189 565	698 205 800 234	943 667 124 060	539 787 398 385	1 258 804 399 619	1 381 685 034 823	1 477 021 302 226	1 599 614 070 311
0 Contrepartie des Projets	2 445 258 955	-	2 590 000 000	-	6 590 000 000	4 200 000 000	4 489 800 000	4 862 453 400
0 Dette Publique	167 111 720 000	199 505 444 880	214 233 265 055	150 279 900 121	388 547 360 000	352 996 408 000	377 353 160 152	408 673 472 445
0 Financement des Réformes	6 000 000 000	2 449 895 658	1 300 000 000	2 099 110 486	6 300 000 000	7 500 000 000	8 017 500 000	8 682 952 500
0 Fonctionnement des Ministères	13 753 933 995	67 114 954 495	12 861 712 583	49 266 008 183	13 789 542 772	15 893 778 047	16 990 448 732	18 400 655 977

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
0 Frais Financiers	78 325 328 200	60 076 628 657	122 516 237 035	84 336 104 511	151 264 608 600	255 487 462 000	273 116 096 878	295 784 732 919
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	48 187 458 704	23 257 567 839	849 800 000	5 239 170 773	6 349 800 000	5 699 800 000	6 093 086 200	6 598 812 355
0 Investissements sur Ressources Extérieures	54 200 519 751	19 820 160 819	35 673 576 866	4 989 587 335	45 335 000 000	8 353 883 194	8 930 301 134	9 671 516 129
0 Investissements sur Ressources Propres	2 297 243 300	652 135 282	960 606 857	1 412 540 279	1 069 000 000	3 836 223 478	4 100 922 898	4 441 299 499
0 Rémunérations	43 748 488 464	48 228 466 214	54 758 723 219	57 443 513 667	63 312 098 592	104 486 377 679	111 695 937 739	120 966 700 571
0 Rétrocession aux Régies Financières	170 434 437 787	170 281 710 884	296 702 341 444	184 700 485 149	324 494 775 903	394 701 654 744	421 936 068 921	456 956 762 642
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	509 600 700	36 818 326	558 887 065	20 977 880	558 887 065	558 887 065	597 450 272	647 038 645
0 TVA Remboursable	383 742 199 709	106 782 017 178	200 661 973 936	-	251 193 326 687	227 970 560 616	243 700 529 299	263 927 673 230
31 BUDGET	91 599 431 045	261 252 240 727	176 614 822 871	190 524 276 961	254 626 404 344	382 014 322 215	850 030 680 245	745 946 247 072
0 Charges Communes	39 000 000 000	144 755 975 087	68 940 880 450	38 372 503 209	100 000 000 000	116 369 580 722	124 399 081 792	134 724 205 581
0 Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	4 000 000 000	3 869 431 536	26 461 097 910	17 381 967 240	50 000 000 000	65 000 000 000	511 142 369 797	378 930 206 857
0 Financement des Réformes	600 000 000	859 502 041	2 800 000 000	28 142 696	8 800 000 000	9 500 000 000	10 155 500 000	10 998 406 500
0 Fonctionnement des Ministères	13 870 292 401	76 328 442 567	12 928 070 989	76 266 878 267	13 850 901 178	16 327 739 776	17 454 353 821	18 903 065 188
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	645 577 794	286 480 000	171 862 934	986 480 000	1 500 000 000	1 603 500 000	1 736 590 500
0 Investissements sur Ressources Propres	3 119 703 800	4 962 807	9 173 886 992	1 634 883 829	10 055 757 370	13 846 688 376	14 802 109 874	16 030 684 993
0 Rémunérations	29 508 789 924	34 610 259 095	54 610 499 060	56 668 038 786	69 329 865 796	157 911 651 331	168 807 555 273	182 818 582 361
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	700 000 000	178 089 800	1 300 000 000	-	1 400 000 000	1 400 000 000	1 496 600 000	1 620 817 800
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	100 644 920	-	113 907 470	-	203 400 000	158 662 010	169 609 689	183 687 293
32 PLAN ET REVOLUTION DE LA MODERNITE	25 027 476 731	28 453 677 451	68 567 943 634	23 778 120 717	63 945 312 223	52 603 870 118	56 233 537 156	60 900 920 740
0 Contrepartie des Projets	1 750 000 000	302 800 000	3 105 000 000	280 408 650	3 105 000 000	2 950 000 000	3 153 550 000	3 415 294 650
0 Fonctionnement des Ministères	4 696 381 373	6 674 884 304	5 304 159 961	2 096 269 114	6 226 990 150	8 609 285 917	9 203 326 645	9 967 202 757
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 193 905 000	10 319 883 814	335 850 750	3 064 258 182	1 800 000 005	3 450 000 005	3 688 050 005	3 994 158 156
0 Investissements sur Ressources Extérieures	3 033 712 500	17 773 350	42 099 490 000	5 096 412 875	23 483 530 000	1 232 140 945	1 317 158 670	1 426 482 840
0 Investissements sur Ressources Propres	3 830 783 566	105 369 300	3 650 000 000	271 961 880	15 500 000 000	14 523 909 000	15 526 058 721	16 814 721 595
0 Rémunérations	7 015 807 965	8 791 104 757	11 611 544 243	10 098 260 851	11 989 909 676	20 230 793 511	21 626 718 263	23 421 735 879
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 506 886 327	2 241 861 925	1 601 802 392	2 870 549 165	1 701 802 392	1 501 802 392	1 605 426 757	1 738 677 178
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	860 096 288	-	138 080 000	105 938 348	113 248 094	122 647 686
33 RECONSTRUCTION	758 612 161	214 007 266	1 308 934 895	233 999 041	2 591 513 355	2 956 283 834	3 160 267 419	3 422 569 614
0 Fonctionnement des Ministères	403 006 457	3 328 000	1 003 006 457	4 720 900	1 699 421 551	1 754 157 869	1 875 194 762	2 030 835 927
0 Investissements sur Ressources Propres	140 000 000	-	50 000 000	-	650 000 000	900 000 000	962 100 000	1 041 954 300
0 Rémunérations	215 605 704	210 679 266	255 928 438	229 278 141	242 091 804	302 125 965	322 972 657	349 779 387
34 JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	30 501 178 231	37 710 747 849	35 385 570 587	25 679 256 666	35 034 117 173	63 034 130 420	67 383 485 419	72 976 314 709
0 Fonctionnement des Ministères	13 832 692 658	17 679 034 094	13 075 629 402	10 948 147 804	13 998 459 591	14 713 050 739	15 728 251 240	17 033 696 093
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	176 985 900	635 214 420	177 871 609	-	177 871 609	777 871 609	831 544 750	900 562 964
0 Investissements sur Ressources Extérieures	1 308 859 239	11 587 305 736	5 878 065 612	6 959 519 742	-	-	-	-

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
0 Investissements sur Ressources Propres	3 500 000 000	608 276 693	643 569 095	293 475 500	4 600 000 000	16 830 000 000	17 991 270 000	19 484 545 410
0 Rémunérations	6 783 246 928	7 125 916 907	10 137 802 219	7 478 113 619	8 139 285 929	19 321 416 451	20 654 594 186	22 368 925 504
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	148 820 000	75 000 000	275 600 559	-	275 600 559	275 600 559	294 616 998	319 070 208
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	4 750 573 506	-	5 197 032 091	-	7 842 899 485	11 116 191 062	11 883 208 245	12 869 514 530
35 REFORMES INSTITUTIONNELLES	515 621 054	74 411 771	1 488 534 266	77 469 377	1 815 203 168	3 085 568 760	3 298 473 004	3 572 246 264
0 Fonctionnement des Ministères	439 790 666	866 000	1 039 790 666	-	1 731 205 760	2 400 000 000	2 565 600 000	2 778 544 800
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	-	578 761 910	618 696 482	670 048 290
0 Rémunérations	75 830 388	73 545 771	448 743 600	77 469 377	83 997 408	106 806 850	114 176 523	123 653 174
36 RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	2 759 086 680	2 715 048 585	3 748 949 316	3 657 174 843	6 200 534 321	6 814 248 596	7 284 431 749	7 889 039 584
0 Fonctionnement des Ministères	1 340 277 288	1 347 350 259	2 248 055 876	2 224 261 637	3 170 886 065	3 517 747 417	3 760 471 989	4 072 591 164
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	50 000 000	-	500 000 000	700 000 000	748 300 000	810 408 900
0 Rémunérations	1 418 809 392	1 367 698 326	1 450 893 440	1 432 913 206	2 529 648 256	2 596 501 179	2 775 659 760	3 006 039 520
37 SANTE PUBLIQUE	366 005 338 403	351 501 474 467	790 859 567 032	340 808 092 579	681 714 620 461	1 039 642 668 562	1 111 378 012 693	1 203 622 387 746
0 Contrepartie des Projets	7 908 461 799	-	7 500 000 000	-	12 500 000 000	13 000 000 000	13 897 000 000	15 050 451 000
0 Fonctionnement des Ministères	24 897 006 516	30 803 067 925	25 504 785 104	11 259 573 896	26 427 615 291	28 902 495 476	30 896 767 664	33 461 199 380
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 115 521 274	9 734 315 886	14 529 211 702	4 198 373 516	30 279 211 702	24 979 211 702	26 702 777 309	28 919 107 826
0 Investissements sur Ressources Extérieures	114 770 425 337	133 508 889 237	490 791 984 448	134 122 732 713	210 503 258 732	366 099 315 193	391 360 167 941	423 843 061 880
0 Investissements sur Ressources Propres	20 830 945 300	2 986 840 094	26 061 414 833	693 065 375	26 572 692 468	62 731 484 936	67 059 957 397	72 625 933 861
0 Rémunérations	163 920 982 306	170 779 400 239	194 099 731 340	189 165 511 577	230 583 036 680	385 892 934 417	412 519 546 892	446 758 669 284
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 314 720 936	240 606 629	4 201 323 165	98 000 000	4 701 323 165	6 401 323 165	6 843 014 463	7 410 984 664
0 Subventions aux Services Ex-BPO	1 113 916 750	752 180 487	1 213 916 750	650 762 893	1 713 916 750	1 713 916 750	1 832 177 006	1 984 247 697
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	24 133 358 185	2 696 173 971	26 957 199 690	620 072 609	138 433 565 673	149 921 986 923	160 266 604 021	173 568 732 154
38 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE	679 575 998 853	616 802 078 692	900 162 101 980	634 728 163 038	1 103 077 772 460	1 205 777 664 192	1 288 976 323 022	1 395 961 357 832
0 Contrepartie des Projets	4 174 320 003	-	1 800 000 000	-	5 800 000 000	6 600 000 000	7 055 400 000	7 640 998 200
0 Financement des Réformes	1 200 000 000	-	500 000 000	-	3 500 000 000	4 000 000 000	4 276 000 000	4 630 908 000
0 Fonctionnement des Ministères	51 285 187 549	12 176 398 701	51 892 966 137	5 260 584 468	101 815 796 326	105 536 311 490	112 818 316 983	122 182 237 292
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	630 000 000	74 523 967	400 000 000	1 681 686 117	10 400 000 000	5 400 000 000	5 772 600 000	6 251 725 800
0 Investissements sur Ressources Extérieures	18 487 924 051	19 464 663 027	61 996 018 993	1 738 408 691	110 003 590 232	35 299 224 225	37 734 870 697	40 866 864 964
0 Investissements sur Ressources Propres	13 359 881 000	5 461 185 200	39 926 068	-	23 644 453 284	30 493 551 564	32 597 606 622	35 303 207 972
0 Rémunérations	572 192 480 733	576 390 885 214	721 795 338 483	625 642 615 349	721 077 682 451	893 545 570 864	955 200 215 254	1 034 481 833 120
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	18 246 205 517	3 234 422 584	61 737 852 299	404 868 413	126 836 250 167	124 903 006 049	133 521 313 466	144 603 582 484
39 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	56 412 792 789	1 735 662 460	41 428 014 739	491 229 844	69 125 271 771	-	-	-
0 Fonctionnement des Ministères	7 672 984 697	1 503 162 460	7 282 815 493	269 142 100	8 702 116 230	-	-	-
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	1 000 000 000	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Extérieures	33 058 048 475	-	1 319 349 491	-	-	-	-	-

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
0 Investissements sur Ressources Propres	7 374 150 000	-	509 739 371	148 200 000	11 136 000 000	-	-	-
0 Rémunérations	70 155 968	-	70 155 968	-	70 155 968	-	-	-
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	8 237 453 649	232 500 000	32 245 954 416	73 887 744	48 216 999 573	-	-	-
40 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	175 824 770 415	176 339 263 397	192 666 304 891	174 838 430 039	217 532 960 226	321 182 212 141	343 343 784 779	371 841 318 915
0 Bourse d'Études	700 000 000	275 914 493	1 000 000 000	-	2 000 000 000	5 000 000 000	5 345 000 000	5 788 635 000
0 Fonctionnement des Ministères	4 941 509 752	864 768 636	5 549 288 340	889 557 792	6 472 118 529	7 395 837 038	7 906 149 794	8 562 360 226
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 240 000 000	2 453 009 388	1 843 504 477	-	3 903 395 472	7 686 395 472	8 216 756 760	8 898 747 571
0 Investissements sur Ressources Propres	3 420 000 000	2 906 835 755	1 346 160 261	75 654 181	11 498 801 345	18 402 693 322	19 672 479 161	21 305 294 932
0 Rémunérations	162 143 260 663	169 440 710 125	180 327 351 813	173 710 517 900	191 058 644 880	278 195 186 309	297 390 654 164	322 074 078 460
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 380 000 000	398 025 000	2 600 000 000	162 700 166	2 600 000 000	4 502 100 000	4 812 744 900	5 212 202 727
41 RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	31 145 581 631	22 498 967 793	38 487 594 490	22 465 044 761	41 073 284 677	55 976 142 024	59 838 495 824	64 805 090 977
0 Contrepartie des Projets	89 985 700	-	650 000 000	-	1 650 000 000	1 650 000 000	1 763 850 000	1 910 249 550
0 Fonctionnement des Ministères	2 209 381 927	576 482 061	2 817 160 515	254 853 802	3 739 990 704	4 104 079 595	4 387 261 087	4 751 403 757
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 975 734 285	445 994 929	2 941 940 920	434 109 951	3 791 940 920	5 491 940 920	5 870 884 843	6 358 168 285
0 Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	2 500 000 000	-	1 400 000 000	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	2 399 400 000	120 900 000	1 218 591 235	-	1 356 767 270	5 304 666 036	5 670 687 992	6 141 355 096
0 Rémunérations	21 248 933 520	21 134 121 587	22 917 631 481	21 776 081 007	23 492 315 444	33 897 516 104	36 236 444 715	39 244 069 627
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 222 146 199	221 469 216	5 442 270 339	-	5 642 270 339	5 527 939 369	5 909 367 185	6 399 844 662
42 INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	272 165 266 315	125 293 196 180	1 480 362 390 125	97 336 627 520	431 599 904 477	317 606 282 188	339 521 115 659	367 701 368 259
0 Contrepartie des Projets	-	-	700 000 000	-	700 000 000	-	-	-
0 Fonctionnement des Ministères	3 180 921 107	3 161 843 458	3 788 699 695	5 766 540 996	4 711 529 904	7 415 594 854	7 927 270 899	8 585 234 384
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 631 567 388	1 106 287 235	652 230 970	8 174 075	652 230 970	1 552 230 970	1 659 334 907	1 797 059 704
0 Investissements sur Ressources Extérieures	174 064 784 229	38 949 369 431	1 306 492 144 576	43 752 931 230	232 858 248 416	47 016 204 516	50 260 322 628	54 431 929 406
0 Investissements sur Ressources Propres	4 375 000 000	27 072 480 841	35 181 841 977	4 356 129 156	34 131 841 977	26 103 608 462	27 904 757 446	30 220 852 314
0 Rémunérations	37 647 316 116	37 488 768 772	44 903 093 061	38 561 587 333	44 494 271 033	58 877 748 744	62 940 313 407	68 164 359 420
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	6 816 894 354	5 444 950 329	1 497 725 889	224 150 290	1 497 725 889	1 249 956 859	1 336 203 882	1 447 108 804
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	44 448 783 121	12 069 496 114	87 146 653 957	4 667 114 440	112 554 056 288	175 390 937 783	187 492 912 490	203 054 824 227
43 URBANISME ET HABITAT	10 742 181 516	3 880 842 999	15 300 738 611	13 042 949 720	56 608 670 781	11 665 917 219	12 470 865 507	13 505 947 344
0 Contrepartie des Projets	931 881 902	-	-	-	-	-	-	-
0 Fonctionnement des Ministères	2 849 352 562	871 807 112	3 223 918 733	873 407 769	4 146 748 922	4 500 000 000	4 810 500 000	5 209 771 500
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	1 088 186 780	100 000 000	281 532 153	200 000 000	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Extérieures	3 904 634 384	-	9 344 202 111	9 864 445 880	38 479 889 788	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	332 500 000	-	377 857 217	62 541 721	11 197 118 879	3 000 000 000	3 207 000 000	3 473 181 000
0 Rémunérations	1 973 812 668	1 870 849 107	2 176 530 417	1 961 022 198	2 148 873 192	3 496 836 148	3 738 117 842	4 048 381 623
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	50 000 000	50 000 000	78 230 133	-	436 040 000	669 081 071	715 247 665	774 613 221

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
44 AGRICULTURE	302 289 611 012	61 386 475 372	781 497 527 495	29 577 739 234	142 142 866 290	337 934 825 394	361 252 328 346	391 236 271 598
0 Contrepartie des Projets	930 886 761	759 074 653	2 155 000 000	866 549 713	2 155 000 000	2 759 000 000	2 949 371 000	3 194 168 793
0 Fonctionnement des Ministères	10 163 957 983	8 000 110 167	16 914 569 550	711 971 263	18 307 399 739	20 000 000 000	21 380 000 000	23 154 540 000
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 533 516 700	1 072 779 591	4 361 987 816	219 937 500	6 130 380 666	6 932 403 103	7 410 738 917	8 025 830 247
0 Investissements sur Ressources Extérieures	254 114 661 058	8 922 463 805	722 587 020 531	5 767 996 501	43 506 028 411	217 044 673 813	232 020 756 306	251 278 479 080
0 Investissements sur Ressources Propres	6 534 150 000	-	422 229 588	-	17 508 481 771	24 904 000 000	26 622 376 000	28 832 033 208
0 Rémunérations	21 495 147 816	20 638 755 139	23 881 802 050	21 624 264 043	27 849 355 703	40 816 439 660	43 632 773 996	47 254 294 238
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	700 000 000	386 612 318	1 355 600 000	344 150 435	1 355 600 000	1 355 600 000	1 449 136 400	1 569 414 721
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	4 817 290 694	21 606 679 700	9 819 317 960	42 869 779	25 330 620 000	24 122 708 818	25 787 175 726	27 927 511 312
45 DÉVELOPPEMENT RURAL	61 681 055 125	19 320 737 420	207 247 994 105	40 495 599 609	167 391 346 636	214 887 621 264	229 714 867 131	248 781 201 103
0 Contrepartie des Projets	350 000 000	-	2 800 000 000	-	2 100 000 000	2 000 000 000	2 138 000 000	2 315 454 000
0 Fonctionnement des Ministères	8 843 894 122	1 333 124 722	9 451 672 710	492 844 186	10 844 502 899	11 200 000 000	11 972 800 000	12 966 542 400
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 324 000 000	716 723 350	3 066 600 000	670 414 250	19 866 600 000	6 766 600 000	7 233 495 400	7 833 875 518
0 Investissements sur Ressources Extérieures	3 745 139 223	8 386 063 742	43 230 350 000	29 921 637 916	311 150 000	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	6 534 150 000	-	5 512 055 461	-	20 512 055 461	28 520 000 000	30 487 880 000	33 018 374 040
0 Rémunérations	7 858 634 796	7 748 201 535	9 346 633 441	8 280 988 912	10 138 623 433	17 484 120 743	18 690 525 074	20 241 838 655
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 900 000 000	359 648 975	3 000 000 000	703 693 400	3 000 000 000	3 000 000 000	3 207 000 000	3 473 181 000
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	27 125 236 984	776 975 096	130 840 682 493	426 020 945	100 618 414 843	145 916 900 521	155 985 166 657	168 931 935 489
46 INDUSTRIE	5 716 744 703	3 484 102 256	28 793 803 252	34 604 230 759	31 925 632 584	13 878 681 955	14 836 311 009	16 067 724 823
0 Contrepartie des Projets	700 000 000	128 340 930	900 000 000	-	900 000 000	900 000 000	962 100 000	1 041 954 300
0 Fonctionnement des Ministères	1 419 781 727	491 584 667	2 027 560 315	275 093 423	2 950 390 504	3 045 419 023	3 255 552 936	3 525 763 829
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	408 520 000	448 104 441	332 074 319	696 884 858	332 074 319	2 078 834 319	2 222 273 887	2 406 722 620
0 Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	21 130 593 942	30 818 285 587	23 271 558 047	262 170 000	280 259 730	303 521 288
0 Investissements sur Ressources Propres	515 725 100	-	1 063 357 591	-	1 183 931 686	2 120 574 096	2 266 893 709	2 455 045 886
0 Rémunérations	2 376 465 276	2 338 915 418	2 739 720 765	2 468 993 208	2 687 181 708	4 871 188 197	5 207 300 182	5 639 506 097
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	296 252 600	77 156 800	600 496 320	344 973 683	600 496 320	600 496 320	641 930 566	695 210 803
47 COMMERCE EXTÉRIEUR	5 504 764 858	4 062 987 101	14 598 647 141	4 609 555 902	18 481 662 034	27 069 405 472	28 937 194 450	31 338 981 589
0 Contrepartie des Projets	660 627 301	728 907 287	2 000 000 000	221 876 644	3 000 000 000	3 000 000 000	3 207 000 000	3 473 181 000
0 Fonctionnement des Ministères	1 239 062 314	462 525 890	4 696 840 902	1 316 423 391	5 619 671 091	6 100 000 000	6 520 900 000	7 062 134 700
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	315 000 000	37 000 000	746 620 000	662 973 971	2 246 209 000	7 446 209 000	7 959 997 421	8 620 677 207
0 Investissements sur Ressources Extérieures	379 766 015	564 847 467	3 991 488 671	-	3 991 488 671	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	600 600 000	-	495 767 291	-	1 000 000 000	2 743 475 744	2 932 775 570	3 176 195 943
0 Rémunérations	2 309 709 228	2 269 706 458	2 667 930 277	2 408 281 896	2 624 293 272	7 779 720 728	8 316 521 458	9 006 792 739

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
48 MINES	17 682 031 522	10 756 476 562	22 348 307 751	15 044 410 749	36 519 313 447	56 063 158 832	59 931 516 791	64 905 832 685
0 Fonctionnement des Ministères	3 623 896 199	372 806 064	4 231 674 787	102 145 865	5 154 504 976	5 890 000 000	6 296 410 000	6 819 012 030
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 750 000 000	320 379 809	590 100 000	32 978 287	500 000 000	300 000 000	320 700 000	347 318 100
0 Investissements sur Ressources Extérieures	1 874 509 646	-	5 840 130 656	6 174 260 639	585 558 139	10 627 166 028	11 360 440 484	12 303 357 044
0 Investissements sur Ressources Propres	1 688 476 200	-	902 840 934	-	21 135 840 934	24 885 500 000	26 602 599 500	28 810 615 259
0 Rémunérations	2 681 814 437	2 619 871 729	2 982 933 888	2 738 307 135	2 942 781 912	7 459 865 318	7 974 596 025	8 636 487 495
0 Subventions aux Services Ex-BPO	6 063 335 040	7 443 418 959	7 800 627 486	5 996 718 824	6 200 627 486	6 900 627 486	7 376 770 783	7 989 042 757
49 HYDROCARBURES	10 709 607 894	698 539 444	5 460 086 287	652 065 192	26 017 903 179	65 844 459 236	70 387 726 923	76 229 908 258
0 Fonctionnement des Ministères	1 735 713 154	294 050 250	2 343 491 742	290 973 186	3 266 321 931	4 000 000 000	4 276 000 000	4 630 908 000
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	-	5 363 240 000	5 733 303 560	6 209 167 755
0 Investissements sur Ressources Propres	8 750 000 000	190 000 000	2 861 828 530	130 456 400	22 500 000 000	55 966 400 000	59 828 081 600	64 793 812 373
0 Rémunérations	223 894 740	214 489 194	254 766 015	230 635 606	251 581 248	514 819 236	550 341 763	596 020 130
50 ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES	119 260 877 203	166 211 636 393	368 971 580 239	65 623 649 499	426 721 094 554	181 362 591 120	193 876 609 908	209 968 368 530
0 Contrepartie des Projets	2 294 231 545	6 349 352 548	5 800 000 000	126 187 105	12 300 000 000	16 641 000 000	17 789 229 000	19 265 735 007
0 Fonctionnement des Ministères	4 599 231 182	1 191 159 797	5 207 009 770	1 747 948 483	6 129 839 959	6 463 831 835	6 909 836 232	7 483 352 639
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 400 000 000	2 943 419 027	100 000 000	615 000 000	900 000 000	900 000 000	962 100 000	1 041 954 300
0 Investissements sur Ressources Extérieures	91 194 903 539	136 955 792 195	349 497 746 425	59 405 997 979	368 471 339 304	116 390 847 645	124 421 816 133	134 748 826 872
0 Investissements sur Ressources Propres	15 626 434 500	13 931 928 096	3 550 312 719	120 000 000	30 340 412 719	33 494 007 106	35 805 093 596	38 776 916 365
0 Rémunérations	3 183 822 120	3 358 701 682	3 812 172 866	3 227 376 573	3 388 702 572	3 834 882 294	4 099 489 173	4 439 746 774
0 Subventions aux Services Ex-BPO	415 648 052	401 039 082	600 000 000	381 139 359	600 000 000	600 000 000	641 400 000	694 636 200
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	546 606 265	1 080 243 967	404 338 459	-	4 590 800 000	3 038 022 240	3 247 645 775	3 517 200 374
51 TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	74 214 682 994	272 186 036 737	144 572 221 678	43 908 154 511	226 182 573 383	165 009 983 100	176 395 671 934	191 036 512 704
0 Fonctionnement des Ministères	2 051 376 733	4 901 498 142	2 659 155 321	1 953 878 235	3 808 400 604	5 000 000 000	5 345 000 000	5 788 635 000
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 836 100 000	198 420 601 402	882 622 630	5 738 605 105	60 580 700 530	58 873 196 630	62 935 447 197	68 159 089 315
0 Investissements sur Ressources Extérieures	53 882 160 279	56 918 250 626	122 147 076 025	28 209 103 665	78 635 469 313	8 913 780 000	9 528 830 820	10 319 723 778
0 Investissements sur Ressources Propres	7 795 564 700	3 299 839 552	3 509 229 679	-	61 259 229 679	69 967 344 420	74 795 091 185	81 003 083 753
0 Rémunérations	6 506 302 849	6 451 804 646	8 525 566 622	6 820 718 572	11 008 464 191	13 729 073 287	14 676 379 344	15 894 518 829
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	980 515 900	1 067 246 375	1 798 102 078	238 661 061	1 798 102 078	1 698 102 078	1 815 271 121	1 965 938 624
0 Subventions aux Services Ex-BPO	996 662 533	971 790 155	3 476 806 988	947 187 872	3 476 806 988	3 476 806 988	3 716 706 670	4 025 193 324
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	166 000 000	155 005 839	1 573 662 335	-	5 615 400 000	3 351 679 697	3 582 945 596	3 880 330 081
52 POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	28 827 348 613	7 533 723 743	33 092 255 531	4 150 304 416	37 585 914 058	16 923 486 992	18 091 207 594	19 592 777 825
0 Fonctionnement des Ministères	1 525 863 163	343 810 005	2 133 641 751	589 421 044	3 282 887 034	3 388 624 865	3 622 439 981	3 923 102 499
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	411 673 555	663 322 425	274 174 586	600 000 000	274 174 586	274 174 586	293 092 632	317 419 321
0 Investissements sur Ressources Extérieures	24 420 296 289	4 752 458 725	25 766 000 000	1 263 881 882	25 866 000 000	5 243 400 000	5 605 194 600	6 070 425 752

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	723 794 118	-	2 703 794 118	1 107 728 816	1 184 162 104	1 282 447 559
0 Rémunérations	1 040 333 760	989 245 781	2 436 248 970	959 154 126	2 200 662 214	3 651 162 619	3 903 092 840	4 227 049 545
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	425 953 500	-	366 167 760	-	366 167 760	366 167 760	391 433 335	423 922 302
0 Subventions aux Services Ex-BPO	1 003 228 346	784 886 806	1 392 228 346	737 847 364	2 892 228 346	2 892 228 346	3 091 792 102	3 348 410 846
53 COMMUNICATION ET MEDIAS	28 444 271 968	31 319 995 296	35 711 893 083	31 586 379 434	40 805 918 520	43 916 640 701	46 946 888 909	50 843 480 689
0 Fonctionnement des Ministères	1 344 299 566	5 088 273 512	1 952 078 154	2 247 973 232	2 874 908 343	3 700 000 000	3 955 300 000	4 283 589 900
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 131 632 600	574 503 379	555 275 885	3 690 765 017	555 275 885	2 755 272 885	2 945 386 714	3 189 853 811
0 Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	2 222 270 215	-	997 370 000	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	70 716 100	-	50 000 000	-	7 093 385 269	4 262 937 394	4 557 080 074	4 935 317 720
0 Rémunérations	24 941 586 716	25 359 887 959	29 240 695 404	25 647 641 184	27 593 605 598	31 707 056 997	33 894 843 930	36 708 115 976
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	459 464 600	249 073 660	762 608 017	-	762 608 017	562 608 017	601 427 970	651 346 492
0 Subventions aux Services Ex-BPO	496 572 386	48 256 787	928 765 408	-	928 765 408	928 765 408	992 850 221	1 075 256 790
54 DROITS HUMAINS	1 572 064 580	517 958 558	3 604 101 601	1 299 364 236	4 956 566 130	5 226 559 778	5 587 192 403	6 050 929 372
0 Fonctionnement des Ministères	1 030 947 252	62 629 775	3 003 567 684	820 564 917	3 931 397 873	4 000 000 000	4 276 000 000	4 630 908 000
0 Investissements sur Ressources Propres	76 888 400	-	50 000 000	-	500 000 000	543 000 000	580 467 000	628 645 761
0 Rémunérations	464 228 928	455 328 783	550 533 917	478 799 319	525 168 257	683 559 778	730 725 403	791 375 611
55 AFFAIRES FONCIERES	5 953 905 211	4 412 136 566	6 839 813 698	4 213 540 615	10 901 866 983	12 717 464 726	13 594 969 792	14 723 352 285
0 Fonctionnement des Ministères	1 250 558 127	533 605 800	1 998 336 715	720 432 369	3 034 374 451	4 000 000 000	4 276 000 000	4 630 908 000
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	350 000 000	228 263 328	100 000 000	77 364 661	968 366 738	968 366 738	1 035 184 043	1 121 104 318
0 Investissements sur Ressources Extérieures	101 461 956	-	-	-	-	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	504 632 000	-	107 439 342	42 767 200	2 087 439 342	1 969 000 000	2 104 861 000	2 279 564 463
0 Rémunérations	2 985 104 328	2 947 175 815	3 646 866 051	3 258 340 885	3 911 686 452	4 880 097 988	5 216 824 749	5 649 821 203
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	762 148 800	703 091 623	987 171 590	114 635 500	900 000 000	900 000 000	962 100 000	1 041 954 300
56 ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	81 719 691 145	20 390 532 921	229 998 204 452	17 877 463 622	51 481 030 368	32 693 957 345	34 949 840 402	37 850 677 155
0 Contrepartie des Projets	1 050 416 036	-	1 000 000 000	-	1 000 000 000	1 500 000 000	1 603 500 000	1 736 590 500
0 Fonctionnement des Ministères	2 859 429 713	1 149 679 469	3 467 208 301	722 244 861	3 583 202 967	4 200 000 000	4 489 800 000	4 862 453 400
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	673 739 092	937 482 240	274 918 224	686 139 000	774 918 224	2 674 918 224	2 859 487 581	3 096 825 051
0 Investissements sur Ressources Extérieures	68 451 220 388	9 547 420 351	216 069 922 916	8 610 748 518	35 960 025 143	10 900 047 415	11 652 150 687	12 619 279 194
0 Investissements sur Ressources Propres	726 746 600	1 320 725 580	445 944 992	-	1 445 944 992	1 400 000 000	1 496 600 000	1 620 817 800
0 Rémunérations	6 915 421 416	6 835 686 322	8 160 509 325	7 339 623 319	8 137 238 348	11 439 291 012	12 228 602 092	13 243 576 065
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 042 717 900	599 538 959	579 700 694	518 707 924	579 700 694	579 700 694	619 700 042	671 135 145
57 TOURISME	12 045 138 868	6 033 104 204	11 266 357 778	5 082 574 269	18 378 547 953	28 979 250 777	30 978 819 081	33 550 061 064
0 Fonctionnement des Ministères	1 415 122 300	762 801 196	2 022 900 888	514 771 971	2 945 731 077	4 077 006 077	4 358 319 496	4 720 060 015
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	920 000 000	392 759 792	300 000 000	152 536 625	300 000 000	700 000 000	748 300 000	810 408 900
0 Investissements sur Ressources Propres	4 339 852 500	224 354 400	1 781 433 830	-	6 981 433 830	15 500 000 000	16 569 500 000	17 944 768 500

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
0 Rémunérations	3 160 012 752	3 115 120 943	4 178 205 634	3 395 252 756	3 567 565 620	3 818 427 274	4 081 898 756	4 420 696 353
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	210 065 100	386 400 000	606 713 071	196 000 000	606 713 071	606 713 071	648 576 273	702 408 104
0 Subventions aux Services Ex-BPO	2 000 086 216	1 151 667 873	2 377 104 355	824 012 917	3 977 104 355	4 277 104 355	4 572 224 555	4 951 719 194
58 CULTURE ET ARTS	8 242 164 870	4 992 111 098	10 169 551 735	6 738 750 737	14 649 947 080	25 891 039 609	27 677 521 342	29 974 755 613
0 Fonctionnement des Ministères	2 061 706 514	721 895 047	2 669 485 102	1 360 379 306	3 592 315 291	3 708 019 433	3 963 872 774	4 292 874 214
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 113 902 537	273 357 050	559 619 214	463 830 925	1 059 619 214	2 609 619 214	2 789 682 940	3 021 226 624
0 Investissements sur Ressources Propres	350 000 000	65 988 467	663 384 392	30 000 000	1 513 384 392	3 813 384 392	4 076 507 915	4 414 858 072
0 Rémunérations	4 002 376 692	3 902 170 534	4 548 096 080	4 731 656 026	5 928 155 352	12 961 565 239	13 855 913 240	15 005 954 039
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	681 715 300	28 700 000	1 529 492 831	152 884 480	1 529 492 831	1 529 492 831	1 635 027 836	1 770 735 147
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	32 463 827	-	199 474 116	-	1 026 980 000	1 268 958 500	1 356 516 637	1 469 107 517
59 JEUNESSE	5 990 247 472	4 226 684 442	8 591 579 030	6 211 595 803	10 287 177 551	19 104 873 173	20 423 109 422	22 118 227 504
0 Fonctionnement des Ministères	548 164 309	52 892 323	1 645 876 516	676 115 901	2 865 839 314	5 325 069 162	5 692 498 934	6 164 976 346
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	734 714 400	164 026 022	470 533 895	1 145 323 887	1 401 468 593	1 602 612 698	1 713 192 974	1 855 387 991
0 Investissements sur Ressources Propres	350 000 000	-	588 797 257	-	988 797 257	2 300 000 000	2 458 700 000	2 662 772 100
0 Rémunérations	4 275 517 763	4 009 766 097	5 653 231 843	4 390 156 015	4 797 932 868	9 644 051 794	10 309 491 368	11 165 179 151
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	81 851 000	-	233 139 519	-	233 139 519	233 139 519	249 226 146	269 911 916
60 SPORTS ET LOISIRS	20 538 701 457	34 016 716 582	33 049 815 813	33 671 397 986	46 997 901 687	44 918 407 087	48 017 777 176	52 003 252 682
0 Fonctionnement des Ministères	6 885 958 623	25 880 358 314	7 036 014 660	28 671 517 106	7 958 844 849	8 250 000 000	8 819 250 000	9 551 247 750
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 101 100 000	2 101 758 800	133 332 600	2 886 465 681	133 332 600	4 000 000 000	4 276 000 000	4 630 908 000
0 Investissements sur Ressources Propres	2 170 000 000	3 096 732 810	692 863 749	-	3 500 000 000	4 789 490 000	5 119 964 810	5 544 921 889
0 Rémunérations	1 766 315 244	2 937 866 658	2 168 251 388	2 113 415 200	2 166 892 469	2 410 989 381	2 577 347 648	2 791 267 503
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	188 164 900	-	115 587 769	-	315 587 769	315 587 769	337 363 325	365 364 481
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	8 427 162 690	-	22 903 765 647	-	32 923 244 000	25 152 339 937	26 887 851 393	29 119 543 058
61 FONCTION PUBLIQUE	55 713 264 732	45 417 581 022	130 586 711 739	66 633 066 419	175 480 169 901	171 479 068 963	183 311 124 721	198 525 948 073
0 Financement des Réformes	1 800 000 000	163 339 700	400 000 000	-	1 400 000 000	2 000 000 000	2 138 000 000	2 315 454 000
0 Fonctionnement des Ministères	5 294 224 173	804 049 239	5 902 002 761	1 098 996 349	6 824 832 930	8 250 000 000	8 819 250 000	9 551 247 750
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 670 000 140	1 900 245 293	40 595 352 078	1 570 888 914	55 717 072 389	52 717 072 389	56 354 550 384	61 031 978 066
0 Investissements sur Ressources Extérieures	1 799 656 000	4 823 154 062	19 924 385 333	21 699 253 132	44 121 485 333	15 625 332 000	16 703 479 908	18 089 868 740
0 Investissements sur Ressources Propres	3 633 000 000	254 497 344	1 878 960 891	4 888 400	2 092 016 228	4 471 875 172	4 780 434 559	5 177 210 627
0 Rémunérations	34 336 800 119	36 786 571 027	60 694 781 852	42 065 439 039	64 133 534 197	87 213 560 578	93 231 296 258	100 969 493 847
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	179 584 300	685 724 358	1 191 228 824	193 600 586	1 191 228 824	1 201 228 824	1 284 113 613	1 390 695 043
62 EMPLOI ET TRAVAIL	13 486 415 114	7 798 923 945	24 750 903 130	9 711 676 054	25 997 910 552	34 460 739 008	36 838 530 000	39 896 127 990
0 Contrepartie des Projets	381 743 061	-	300 000 000	-	1 000 000 000	1 000 000 000	1 069 000 000	1 157 727 000
0 Fonctionnement des Ministères	1 902 090 036	379 160 362	2 509 868 624	1 014 759 110	3 659 113 907	4 659 435 517	4 980 936 568	5 394 354 303
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	395 636 000	5 962 561 804	691 779 000	4 881 627 106	6 928 387 106	7 406 445 816	8 021 180 819

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
0 Investissements sur Ressources Extérieures	1 014 619 565	-	338 206 521	-	3 626 800 000	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	349 231 300	-	4 359 026 837	-	2 359 026 837	5 000 000 000	5 345 000 000	5 788 635 000
0 Rémunérations	8 167 271 152	6 925 962 913	10 437 737 664	7 984 913 277	9 627 841 022	16 029 414 705	17 135 444 320	18 557 686 198
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	971 460 000	98 164 670	843 501 680	20 224 667	843 501 680	843 501 680	901 703 296	976 544 669
63 PRÉVOYANCE SOCIALE	3 228 857 579	1 578 786 634	5 053 276 538	2 065 286 245	6 872 657 166	8 987 812 105	9 607 971 140	10 405 432 745
0 Fonctionnement des Ministères	332 211 068	-	1 607 778 570	-	2 757 023 853	3 910 059 666	4 179 853 783	4 526 781 647
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	574 529 995	41 505 254	418 844 021	114 566 400	918 844 021	1 089 730 979	1 164 922 417	1 261 610 977
0 Investissements sur Ressources Propres	179 676 200	-	358 070 890	-	500 000 000	1 000 000 000	1 069 000 000	1 157 727 000
0 Rémunérations	1 414 439 616	1 537 281 380	2 098 758 701	1 950 719 845	2 126 964 936	2 518 197 104	2 691 952 704	2 915 384 779
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	728 000 700	-	569 824 356	-	569 824 356	469 824 356	502 242 237	543 928 342
64 AFFAIRES SOCIALES	39 697 241 328	25 674 342 628	35 850 004 126	18 108 905 094	63 247 346 451	61 416 474 471	65 654 211 209	71 103 510 740
0 Contrepartie des Projets	350 000 000	-	1 500 000 000	-	2 500 000 000	3 000 000 000	3 207 000 000	3 473 181 000
0 Fonctionnement des Ministères	4 013 785 381	643 051 680	4 621 563 969	965 081 662	5 544 394 158	8 357 358 373	8 934 016 101	9 675 539 437
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 415 871 377	468 880 410	2 600 000 000	394 662 260	6 000 000 000	5 900 000 000	6 307 100 000	6 830 589 300
0 Investissements sur Ressources Extérieures	540 293 369	-	1 179 247 789	-	3 040 667 200	149 811 493	160 148 486	173 440 810
0 Investissements sur Ressources Propres	6 040 249 500	-	1 373 889 564	-	16 893 889 564	3 950 000 000	4 222 550 000	4 573 021 650
0 Rémunérations	23 790 723 134	24 270 641 744	17 851 258 609	16 749 161 172	20 617 408 229	30 359 847 333	32 454 676 799	35 148 414 973
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 057 597 500	291 768 794	1 993 326 552	-	2 293 326 552	2 443 326 552	2 611 916 084	2 828 705 119
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	488 721 067	-	4 730 717 643	-	6 357 660 748	7 256 130 720	7 756 803 740	8 400 618 450
65 GENRE, FAMILLE ET ENFANT	21 540 593 683	10 577 529 338	47 917 883 193	6 063 947 037	52 126 890 948	20 804 970 642	22 240 513 616	24 086 476 246
0 Contrepartie des Projets	350 000 000	-	500 000 000	-	1 000 000 000	800 000 000	855 200 000	926 181 600
0 Fonctionnement des Ministères	3 635 775 787	342 702 767	4 243 554 375	1 094 565 094	5 166 384 564	5 332 787 578	5 700 749 921	6 173 912 164
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 450 000 000	281 598 465	2 448 600 000	284 463 832	4 698 600 000	3 648 600 000	3 900 353 400	4 224 082 732
0 Investissements sur Ressources Extérieures	7 191 841 918	7 234 809 845	35 309 494 442	1 741 964 770	33 918 130 442	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	4 649 574 800	105 210 144	1 016 331 434	-	1 141 573 234	3 020 000 000	3 228 380 000	3 496 335 540
0 Rémunérations	2 682 317 444	2 613 208 117	3 415 018 121	2 942 953 341	5 089 683 252	6 556 478 674	7 008 875 703	7 590 612 386
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	481 610 500	-	484 759 456	-	484 759 456	484 759 456	518 207 858	561 219 111
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	99 473 234	-	500 125 365	-	627 760 000	962 344 934	1 028 746 734	1 114 132 713
69 INTEGRATION REGIONALE	1 156 226 662	520 559 074	1 912 769 504	713 380 512	3 433 392 411	6 488 247 507	6 935 936 585	7 511 619 322
0 Fonctionnement des Ministères	566 484 373	58 093 288	1 166 484 373	45 684 788	2 089 314 562	3 000 000 000	3 207 000 000	3 473 181 000
0 Investissements sur Ressources Extérieures	126 827 445	-	-	-	-	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	91 468 969	-	491 468 969	540 000 000	577 260 000	625 172 580
0 Rémunérations	462 914 844	462 465 786	654 816 162	667 695 744	852 608 880	2 948 247 507	3 151 676 585	3 413 265 742

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
70 ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	10 932 840 923	3 001 697 872	12 546 496 298	16 862 072 647	27 957 668 358	32 258 102 436	34 483 911 504	37 346 076 159
0 Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	3 500 000 000	2 372 690 977	7 500 000 000	11 774 985 950	15 000 000 000	20 000 000 000	21 380 000 000	23 154 540 000
0 Fonctionnement des Ministères	3 326 719 372	209 664 881	4 374 497 960	4 603 046 873	5 297 328 149	6 025 000 000	6 440 725 000	6 975 305 175
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	396 900 000	250 000 225	247 785 400	304 980 000	1 147 785 400	1 247 785 400	1 333 882 593	1 444 594 848
0 Investissements sur Ressources Propres	3 433 325 000	-	228 158 937	-	6 317 183 937	4 750 000 000	5 077 750 000	5 499 203 250
0 Rémunérations	275 896 551	169 341 789	196 054 001	179 059 824	195 370 872	235 317 036	251 553 911	272 432 886
0 Fonctionnement des Ministères	-	-	-	-	-	-	-	-
74 PORTEFEUILLE	10 367 914 410	3 256 335 172	8 161 230 220	3 506 170 108	19 718 560 125	23 274 370 076	24 880 301 611	26 945 366 645
0 Fonctionnement des Ministères	1 697 169 248	137 188 400	2 304 947 836	115 796 933	3 227 778 025	4 500 000 000	4 810 500 000	5 209 771 500
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 648 571 506	170 308 000	1 208 182 344	340 575 000	1 708 182 344	7 728 182 344	8 261 426 926	8 947 125 361
0 Investissements sur Ressources Propres	4 045 226 200	-	888 772 508	-	11 000 000 000	6 658 817 270	7 118 275 662	7 709 092 542
0 Rémunérations	2 902 537 456	2 948 838 772	3 521 527 252	3 049 798 175	3 144 799 476	3 749 570 182	4 008 290 525	4 340 978 638
0 Subventions aux Organismes Auxiliaires	74 410 000	-	237 800 280	-	637 800 280	637 800 280	681 808 499	738 398 605
75 INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES (INS)	-	-	1 087 068 772	28 500 000	-	-	-	-
0 Fonctionnement des Ministères	-	-	1 087 068 772	28 500 000	-	-	-	-
76 COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA SI SYLVESTRE	-	-	4 000 000 000	600 000 000	12 773 863 461	12 139 420 672	12 977 040 698	14 054 135 076
0 Fonctionnement des Institutions	-	-	4 000 000 000	600 000 000	7 773 863 461	8 639 420 672	9 235 540 698	10 002 090 576
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	5 000 000 000	500 000 000	534 500 000	578 863 500
0 Rémunérations	-	-	-	-	-	3 000 000 000	3 207 000 000	3 473 181 000
77 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	318 815 987 494	239 197 990 981	1 221 774 247 324	321 287 539 987	966 546 601 946	371 900 741 366	397 561 892 520	430 559 529 599
0 Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	37 800 000 000	-	58 090 000 000	-	72 536 000 000	-	-	-
0 Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	248 000 000 000	167 914 000 000	1 110 899 527 729	280 681 129 500	840 000 000 000	325 000 000 000	347 425 000 000	376 261 275 000
0 Fonctionnement des Institutions	6 375 307 239	47 523 000 000	15 000 000 000	33 013 895 000	18 000 000 000	20 451 735 542	21 862 905 294	23 677 526 434
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	363 128 624	19 024 785 000	311 364 235	6 510 000 000	311 364 235	741 364 235	792 518 367	858 297 392
0 Investissements sur Ressources Extérieures	1 290 310 471	2 039 450 061	10 883 558 400	896 759 567	10 883 558 400	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	782 612 000	-	611 050 151	-	611 050 151	1 500 000 000	1 603 500 000	1 736 590 500
0 Rémunérations	24 204 629 160	2 696 755 920	25 978 746 809	185 755 920	24 204 629 160	24 207 641 589	25 877 968 859	28 025 840 274
78 FORMATION PROFESSIONNELLE, METIERS ET ARTISANAT	-	-	1 065 726 379	632 399 044	3 285 322 856	88 271 971 162	94 362 737 172	102 194 844 357
0 Fonctionnement des Ministères	-	-	1 065 726 379	632 399 044	1 492 141 473	10 538 334 261	11 265 479 325	12 200 514 109
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	311 050 151	10 477 669 206	11 200 628 381	12 130 280 537
0 Rémunérations	-	-	-	-	1 482 131 232	70 155 968	74 996 730	81 221 458
0 Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	-	-	-	67 185 811 727	71 821 632 736	77 782 828 253

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION	
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté
79 CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	7 040 868 259	4 548 380 479	6 177 435 973	3 325 224 845	8 444 996 251	9 292 299 653	9 933 468 329	10 757 946 200
0 Fonctionnement des Institutions	2 967 696 246	711 650 935	4 000 000 000	1 228 722 343	5 500 000 000	5 664 800 569	6 055 671 808	6 558 292 568
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	949 418 708	1 602 605 582	100 000 000	614 371 270	100 000 000	500 000 000	534 500 000	578 863 500
0 Investissements sur Ressources Propres	1 365 000 000	-	277 282 429	-	777 282 429	440 000 000	470 360 000	509 399 880
0 Rémunérations	1 758 753 305	2 234 123 962	1 800 153 544	1 482 131 232	2 067 713 822	2 687 499 084	2 872 936 521	3 111 390 252
80 CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	5 458 783 918	4 245 381 182	9 442 046 026	4 159 525 091	12 475 391 127	13 352 990 065	14 274 346 379	15 459 117 129
0 Fonctionnement des Institutions	983 185 018	471 203 026	4 742 624 757	285 179 461	7 942 624 757	8 180 615 427	8 745 077 891	9 470 919 356
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	481 281 500	59 340 000	100 000 000	18 060 000	100 000 000	100 000 000	106 900 000	115 772 700
0 Investissements sur Ressources Propres	195 652 900	-	55 389 295	-	555 389 295	555 389 296	593 711 157	642 989 183
0 Rémunérations	3 798 664 500	3 714 838 156	4 544 031 974	3 856 285 630	3 877 377 075	4 516 985 342	4 828 657 331	5 229 435 889
81 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	6 173 287 405	2 101 325 091	5 681 988 883	2 054 583 939	10 451 129 973	13 273 868 402	14 189 765 322	15 367 515 843
0 Fonctionnement des Institutions	2 641 508 687	1 173 140 691	4 509 753 544	329 479 863	7 009 753 344	7 790 233 035	8 327 759 114	9 018 963 121
0 Investissements sur Ressources Propres	2 042 162 200	-	87 433 668	-	587 433 668	1 180 932 888	1 262 417 257	1 367 197 890
0 Rémunérations	1 489 616 518	928 184 400	1 084 801 671	1 725 104 076	2 853 942 961	4 302 702 479	4 599 588 950	4 981 354 833
82 PECHE ET ELEVAGE	-	-	64 017 508 542	266 422 750	6 488 160 702	8 621 909 686	9 216 821 454	9 981 817 635
0 Fonctionnement des Ministères	-	-	1 074 945 608	28 500 000	1 771 360 702	3 721 909 686	3 978 721 454	4 308 955 335
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	500 000 000	-	500 000 000	1 500 000 000	1 603 500 000	1 736 590 500
0 Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	58 252 562 934	-	3 626 800 000	-	-	-
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	4 190 000 000	237 922 750	590 000 000	3 400 000 000	3 634 600 000	3 936 271 800
83 AFFAIRES COUTUMIERES	-	-	2 801 402 408	1 069 052 805	11 332 135 628	14 771 335 240	15 790 557 372	17 101 173 633
0 Fonctionnement des Ministères	-	-	2 501 402 408	1 069 052 805	3 424 232 597	3 534 522 998	3 778 405 085	4 092 012 707
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	150 000 000	-	150 000 000	100 000 000	106 900 000	115 772 700
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	150 000 000	-	591 535 491	744 852 132	796 246 929	862 335 424
0 Rémunérations	-	-	-	-	7 166 367 540	10 391 960 110	11 109 005 358	12 031 052 802
84 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RENOVATION DE LA VILLE	-	-	3 213 212 417	59 650 000	7 415 242 606	8 006 208 996	8 558 637 417	9 269 004 322
0 Contrepartie des Projets	-	-	1 000 000 000	-	1 500 000 000	2 000 000 000	2 138 000 000	2 315 454 000
0 Fonctionnement des Ministères	-	-	2 013 212 417	59 650 000	2 936 042 606	3 130 608 996	3 346 621 017	3 624 390 561
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	200 000 000	-	1 700 000 000	1 500 000 000	1 603 500 000	1 736 590 500
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	1 279 200 000	1 375 600 000	1 470 516 400	1 592 569 261
86 MINISTERE DELEGUE DES CONGOLAIS DE L'ETRANGER	-	-	2 500 000 000	28 500 000	5 046 415 094	5 821 069 051	6 222 722 816	6 739 208 809
0 Fonctionnement des Ministères	-	-	2 500 000 000	28 500 000	3 196 415 094	3 546 069 051	3 790 747 816	4 105 379 884
0 Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	-	-	-	-	1 000 000 000	1 000 000 000	1 069 000 000	1 157 727 000
0 Investissements sur Ressources Propres	-	-	-	-	850 000 000	1 275 000 000	1 362 975 000	1 476 101 925

SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE				EXISTANT		PROJECTION		
	2016		2017		2018	2019	2 020	2 021	
	VOTE	EXECUTE	VOTE	EXECUTE	VOTE	Projeté	Projeté	Projeté	
90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET CLASSE MOYENNE	8 876 054 597	7 837 195 401	73 307 280 571	5 774 488 393	53 639 836 982	35 322 855 017	37 760 132 013	40 894 222 970
0	Fonctionnement des Ministères	1 846 026 305	1 090 633 064	2 513 804 893	457 011 075	3 549 842 629	3 664 178 767	3 917 007 102	4 242 118 691
0	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 625 000 000	2 500 221 315	1 636 494 000	844 649 107	1 636 494 000	1 750 000 000	1 870 750 000	2 026 022 250
0	Investissements sur Ressources Propres	585 969 300	-	31 000 000 000	-	26 000 000 000	11 000 000 000	11 759 000 000	12 734 997 000
0	Rémunérations	3 744 648 992	4 215 836 807	5 783 972 878	4 472 828 211	6 583 972 878	10 367 809 512	11 083 188 368	12 003 093 003
0	Subventions aux Organismes Auxiliaires	74 410 000	30 504 215	-	-	-	-	-	-
0	Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD	-	-	32 373 008 800	-	15 869 527 475	8 540 866 738	9 130 186 543	9 887 992 026
93	OPPOSITION POLITIQUE	254 925 922	-	502 246 456	-	802 246 456	826 284 753	883 298 401	956 612 168
0	Fonctionnement des Institutions	254 925 922	-	502 246 456	-	802 246 456	826 284 753	883 298 401	956 612 168
Total général		5 497 471 597 384	4 818 195 996 284	10 224 899 755 723	4 375 045 687 243	8 929 669 008 923	9 604 890 657 737	10 709 285 482 918	11 423 519 198 367